

PER
C-4
EX 2
15

action

Canada *France*



Interview: BNP Canada

Foreign firms HQs in France

La Délégation Générale du Québec à Paris

PREMIER JOURNAL ÉCONOMIQUE FRANCO CANADIEN

FÉVRIER 1979

Vos problèmes ont
certainement une solution
**venez nous
les soumettre**

FILIALE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE S.A.
(CANADA) INC.

met à votre disposition:

**ses financements
spécialisés:**

- crédit-bail
- contrat de vente conditionnelle
- nantissement commercial

**les opérations de crédit
traditionnelles:**

- découvert
- facilité de caisse
- crédits à court terme et moyen terme...

**ainsi que l'Ensemble des Services propres
à faciliter vos échanges avec l'étranger:**

- crédits documentaires
- opérations de change au comptant ou à terme
- encaissement de chèques et d'effets en toutes devises

**ou à vous aider dans la gestion
de votre trésorerie:**

- ouverture de comptes courants en dollars canadiens et autres devises
- certificats de dépôts en monnaie locale ou autre.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE S.A. (CANADA) INC.

MONTREAL: 630 ouest, boul. Dorchester, Suite 2300, H3B 1S6
tél: (514) 875-0330

TORONTO: First Canadian Place, Suite 400, M5X 1B1
tél: (416) 364-2864

La prestigieuse Peugeot 604 SL.



Nous pourrions vous décliner de longues kyrielles
de statistiques et de performances.

Inutile.

Unique dans sa classe, la Peugeot 604 SL ne se
compare tout simplement pas. C'est le privilège
que lui confèrent sa noblesse et sa perfection.

La Peugeot 604 SL
La prestigieuse.

On ne juge jamais mieux que par soi-même.



PEUGEOT

Garantie d'un an, kilométrage illimité.

Vous pouvez aussi commander au Canada n'importe quelle Peugeot pour livraison outre-mer (161 pays).

Ça c'est Paris.



Montez à bord d'un spacieux 747 et tout le charme, l'ambiance de Paris vous enveloppent. Nos vols reliant Montréal à Paris sont typiquement français... notre cuisine, notre service, notre sourire.

Tout au long de votre voyage, vous êtes assurés du meilleur confort; parce que la flotte Air France est exclusivement composée de confortables 747. De plus, à partir de New York, Washington et Mexico, nous vous offrons Concorde, qui réduit de moitié votre temps de vol. Et à Paris, Air France vous propose des correspondances faciles vers 52 villes européennes.

Avec Air France, volez vers l'Europe à la française.

AIR FRANCE 

Le meilleur de la France vers le monde.

Revue des relations commerciales
et industrielles entre le Québec et le Canada
et l'Europe. Elle traite de tous les aspects
économiques, sociaux, culturels et politiques
de la vie internationale.

COMITÉ D'ADMINISTRATION

Président: M. J. Gauthier
Vice-président: M. J. Gauthier
Secrétaire: M. J. Gauthier
Trésorier: M. J. Gauthier



Notre couverture:
Ferme québécoise sous la neige
(photo A. Teitelbaum).

ABONNEMENTS / SUBSCRIPTIONS

Canada
Autres Pays (hors Europe) \$ 10.00
Le numéro \$ 2.00

REPRODUCTION CANADA FRANCE

Toute reproduction de tout ou partie d'un article
n'est permise que sur autorisation et doit porter
la mention habituelle "Reproduit de la Revue
ACTION CANADA FRANCE".

Les articles qui paraissent dans ACTION
CANADA FRANCE sont publiés sous la res-
ponsabilité exclusive de leurs auteurs.

Reproduction of all or part of any article is only
allowed with permission and must carry usual
mention "Reproduced from magazine ACTION
CANADA FRANCE".

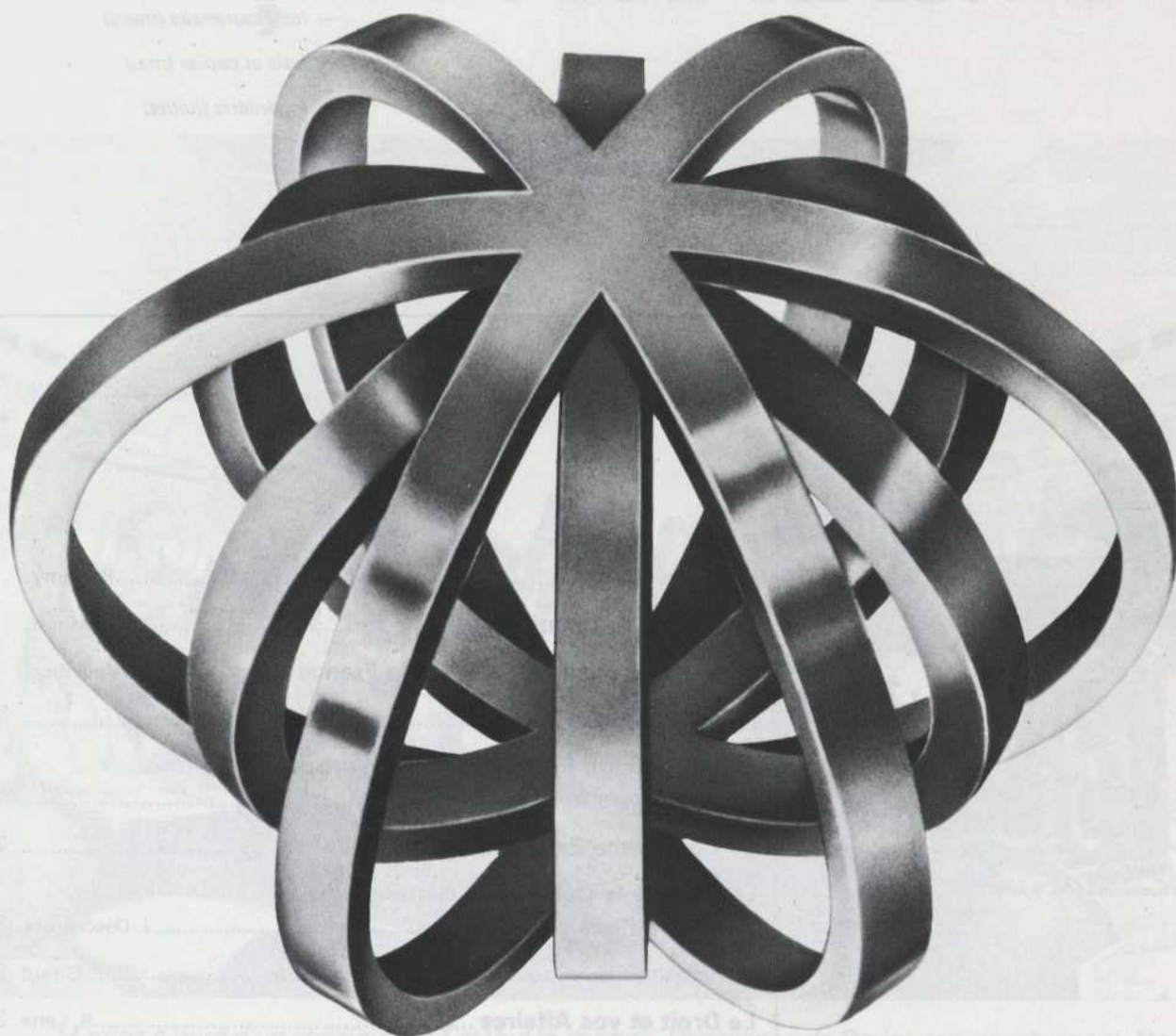
Articles in ACTION CANADA FRANCE are pu-
blished under the exclusive responsibility of their
authors.

Nos prochains numéros à thèmes spé-
ciaux seront en 1979:

- les assurances (mars)
- bois et papier (mai)
- ingénierie (juillet)

Éditorial	B. Namy	5
La Conjoncture au Canada	H. Mhun	7
Lettre de France — Letter from France	L. Madarasz	9
Interview: BNP Canada		11
Eighty Foreign Firms have their European Headquarters in France		17
Le Commerce Extérieur de la France		21
Le Rôle de la Délégation Générale du Québec à Paris	J. Deschamps	27
Caricature	J. P. Girerd	29
Le Droit et vos Affaires	R. Lette	33
Les Régimes Enregistrés d'Épargne-Retraite	A. Paris	35
La Bourse		37
Art et Culture	J. Ramanoël	38
À travers la Presse	M. Roesler	41
French Trade Shows		42
Les Salons Français		43
Nouvelles — News		44
Communiqués de la Chambre de Commerce Française au Canada		46
Business		47
Notre Carnet		48

Ca c'est Paris.



Starting point of new markets.

salon international des
**composants
électroniques 79**

Further particulars and
free entrance cards
on request: Progexco
1080 Côte du Beaver-Hall-Suite 820
Montréal H2Z 1S8 - Québec
☎ (514) 861.7841 ☎ 05.25.534 Progexc

PARIS
2-7 avril

The Salon presents
all components + measuring
instruments, material and products
+ equipment and methods specific to
the manufacture and installation
of electronic components.

Revue sur les rapports commerciaux, industriels et financiers entre la France et le Canada.
Magazine concerning commercial, industrial and financial exchanges between France and Canada.

CONSEIL D'ADMINISTRATION / BOARD

Gilles Léveillé, Président
Bertrand Namy, Vice-Président/Éditeur
Jean-Paul Sémeillon, Secrétaire/Trésorier
Gaston Brown, Administrateur (Québec)

ADMINISTRATION / MANAGEMENT

PUBLICITÉ / ADVERTISING

Philippe Varlet, Nicole Ayotte
1080, Beaver Hall, suite 826
Montréal H2Z 1S8
Tél. 866-2797
ou 866-0178

ABONNEMENTS / SUBSCRIPTION RATES

Canada \$ 10 an / year
Autres Pays / Other countries \$ 12 an / year

Le numéro / single copy.....\$1.25

ACTION CANADA FRANCE a remplacé, début 1976, la Revue de la Chambre de Commerce Française au Canada établie depuis 1886 et est publié 10 fois par an par "Revue Action Canada France Inc.", 1080 Beaver Hall, suite 826, Montréal H2Z 1S8, Téléphone (514) 866-0178. Courrier de deuxième classe: enregistrement no. 3700. Dépôt légal: Bibliothèque Nationale du Québec. Numéro de l'ISO (Organisation Internationale de Normalisation): CN ISSN 0318-7306.

ACTION CANADA FRANCE replaced in 1976 the "Revue de la Chambre de Commerce Française au Canada" established in 1886 and is published 10 times a year by "Revue Action Canada France Inc.", 1080 Beaver Hall, suite 826, Montréal H2Z 1S8, Phone (514) 866-0178. Second class mail: registration no. 3700. Legal registration: Bibliothèque Nationale du Québec. ISO number: CN ISSN 0318-7306.

ÉDITORIAL



L'économie et les échanges internationaux prennent une importance de plus en plus fondamentale dans l'équilibre de nos civilisations en constante évolution. Le point sur le commerce extérieur de la France qui est fait dans la présente revue prouve, si besoin était, la nécessité d'un grand dynamisme dans le commerce international. Certes nos gouvernements qui en sont très conscients ne manquent pas d'intervenir tant au niveau de la politique internationale que sur le plan des grandes orientations nationales pour soutenir l'action de l'entreprise, et pour tendre vers un certain bien-être non seulement des nations, mais aussi des personnes.

La récente déclaration du Président Giscard d'Estaing souhaitant pour la France une triple mobilisation vers la création d'emploi, les économies d'énergie et l'exportation va dans ce sens et met l'accent sur les grands problèmes de l'heure non seulement en France, mais aussi dans de nombreux pays occidentaux. Des phénomènes nouveaux, qui échappent complètement au contrôle de nos entreprises et à fortiori de nos nationaux, secouent l'ordre traditionnel de nos économies. Malgré la bonne volonté et les efforts des différents intervenants, on peut se demander par exemple si nous connaissons à nouveau un jour une certaine stabilité monétaire internationale. Autant d'éléments d'incertitude qui pèsent sur l'homme d'affaires dont l'entreprise, qu'elle soit multinationale ou PME, reste quand même le moteur privilégié de l'économie, avec toutes ses conséquences au niveau de l'emploi, des exportations, de la qualité de la vie et de l'équilibre d'une nation.

Les échanges de la France avec le Canada en général et avec la Province de Québec en particulier n'échappent pas à ces contraintes. Certes ils sont politiquement très satisfaisants, mais il reste encore beaucoup à faire pour les développer sur le plan des affaires et peut être pour promouvoir aussi davantage cette forme de commerce trop souvent sous-estimée qu'est le développement des investissements réciproques de part et d'autre de l'Atlantique. Les structures et moyens ne manquent pas pour accroître nos échanges, tant au niveau des organismes et entreprises officiels ou privés, qu'à celui des hommes de bonne volonté, sans sous-estimer le rôle peut être discret, mais certainement non négligeable, joué par les nombreux Français résidant au Canada.

Les pays et les hommes se connaissent bien. Le voyage ce mois-ci de M. Raymond Barre et son attachement pour les grands problèmes de l'économie en sont une preuve d'actualité, et souhaitons que 1979 permette de franchir une nouvelle étape positive dans le développement des échanges et de la coopération entre nos pays.

B. Namy

Que représente l'industrie de la construction pour l'économie du Canada?



L'industrie de la construction représente:

16% du Produit National Brut

625,000 emplois directement et autant dans les industries et services associés.

Approximativement 10 milliards en impôts payés aux différents gouvernements.



L'industrie de la construction, force vitale à la croissance et la prospérité du pays, contribue à satisfaire les besoins essentiels de tous les Canadiens: logement, énergie, transport, conservation et équipement sanitaire.

Nos spécialistes de la construction sont en mesure de nous fournir les installations qu'il nous faut tout en créant des emplois et en utilisant des matériaux fabriqués au Canada.

La construction stimule la croissance et la prospérité dans de nombreux secteurs de l'économie canadienne comme les établissements de crédit, les sociétés immobilières,

les industries productrices d'énergie, l'équipement mobilier des bureaux et des

logements, le transport et bien d'autres secteurs-clés.

Dans les périodes de stagnation économique et de chômage élevé, l'industrie de la construction sert de catalyseur; créatrice d'emplois, cette industrie produit des revenus pour les gouvernements et pour des réinvestissements dans le secteur privé, ce qui en retour assure un climat de confiance qui joue un rôle essentiel dans l'assainissement de l'économie.

...pour bien
des raisons



C'est avec fierté que nous avons participé à la fondation de l'Association canadienne de la construction dont nous sommes membres depuis 1918.

CAPACITÉ
COMPÉTENCE
INTÉGRITÉ

Ciments Canada Lafarge Ltée

Siège social: 606 Cathcart, Montréal, Qué. H3B 1L7

DIRECTION RÉGIONALE DU QUÉBEC:
615 av. du Président Kennedy, Montréal, Qué. H3A 1K7
Téléphone: 514-849-5621



70 ANS DE PROGRES DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

LA CONJONCTURE AU CANADA



Henry Mhun

L'économie canadienne a connu l'année dernière un certain assainissement et les chefs d'entreprise abordent 1979 dans une situation meilleure qu'il y a un an.

La compétitivité d'un grand nombre d'entreprises, dans le secteur manufacturier notamment, s'est améliorée par suite de la baisse du dollar canadien et de l'augmentation moins rapide des prix de revient résultant en bonne partie de la hausse plus modérée des salaires. La réduction des taxes de vente a eu également pour effet de renforcer le secteur de la fabrication dont l'excédent de capacité a diminué.

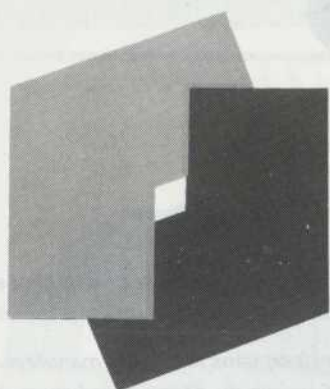
Dans l'ensemble, les profits des sociétés ont augmenté de manière sensible, de sorte que beaucoup d'entre elles disposent actuellement d'une trésorerie à l'aise et d'une bonne marge d'autofinancement. Un certain regain de confiance — encore limité mais réel — se manifeste et les intentions d'investir marquent une reprise. Les investissements du secteur privé, en termes réels, devraient s'accroître de 5 à 6% cette année, alors qu'en 1978 leur quasi-stagnation s'était poursuivie.

La politique fiscale et monétaire de modération appliquée par Ottawa et appuyée par la plupart des provinces a contribué à cet assainissement. D'une croissance annuelle de 18.5% en 1975-76, les dépenses du gouvernement fédéral ont été ramenées à 9-10% cette année, soit à un taux correspondant à la croissance du PNB. Compte tenu du déficit de la balance des paiements courants qui pourrait augmenter cette année, du taux de change du dollar canadien qui, malgré sa récente stabilisation, reste une monnaie menacée, et de la hausse des prix qui est toujours excessive, cette politique sera maintenue en 1979 et 1980.

L'inflation de base (qui ne tient pas compte des prix de l'alimentation) continuera d'enregistrer quelque progrès cette année. L'augmentation imputable aux prix importés devrait ralentir, l'effet de la dépréciation du dollar canadien s'amenuisant. La hausse de l'indice des prix à la consommation est passée de 7.5% en 1976 à 8% en 1977 et probablement 9% en 1978. La majoration est due surtout l'an dernier aux prix des produits alimentaires. Si ceux-ci, comme prévu, augmentent moins cette année, la hausse de l'indice pourrait s'établir approximativement à 7.5%, soit au même niveau qu'il y a trois ans.

Ces quelques progrès pourraient être remis en question si, par suite de la fin du contrôle des prix et des revenus, les syndicats et les entreprises devaient se lancer dans des programmes de "rattrapage" excessifs. Le risque de se trouver à nouveau dans le cercle vicieux prix-salaire ne doit pas être exclu, bien que la faible expansion probable de l'économie en 1979 ne s'y prêtera guère.

Le soutien qu'apporteront les dépenses de consommation à la demande intérieure restera probablement modéré, étant donné le niveau toujours élevé du chômage, le coût du crédit qui ne baissera sans doute qu'au deuxième semestre et la fin de la réduction des taxes de vente. Comme nous l'avons mentionné, les investissements privés marqueront une reprise mais, par contre, ceux des gouvernements ralentiront. En raison des excédents de logements et des taux d'intérêt élevés sur le marché hypothécaire, la construction de logements restera sans doute au même palier qu'en 1978. Enfin la demande extérieure, c'est-à-dire les exportations qui ont été l'an dernier un puissant moteur de l'activité, faiblira cette année à cause de la conjoncture médiocre prévue aux Etats-Unis. Tout considéré, la production de biens et de services (PNB) pourrait croître en 1979 à un rythme légèrement inférieur à celui de 1978, soit aux environs de 3%.



elf

PRODUIT LA CHALEUR

POUR CHAUFFER VOTRE : FOYER
COMMERCE
INDUSTRIE

PENSEZ FU**elf**



POUR DES LUBRIFIANTS SUPÉRIEURS

CONTINUEZ À PENSER **elf**

elf HYDROCARBURES DU QUÉBEC LTÉE

2561 Avenue Georges V
Montréal-Est, P.Q. H1L 6J7

Tél. : (514) 353-9450

Télex : ELFHYDRO MTL 05-829576



Lettre de France

L'arrêt de la reprise qui était déjà prévu avant les vacances s'est bien produit. Les industriels interrogés par l'Insee, indiquent même que l'activité s'inscrit maintenant en léger repli par rapport au niveau enregistré au printemps.

Le recul serait dû essentiellement aux biens intermédiaires, qui avaient largement contribué à la nette remontée de l'activité au premier semestre. Si l'on excepte l'informatique et l'électronique, les biens d'équipement, qui n'avaient guère participé à ce mouvement de reprise, continuent de connaître également une conjoncture médiocre.

Dans ces conditions, la consommation demeure donc pratiquement le seul soutien possible de l'activité. La hausse du taux de salaire horaire a finalement été révisée à + 4,2% pour le deuxième trimestre: elle s'explique pour beaucoup par les relèvements du SMIC intervenus en mai et juillet. Le pouvoir d'achat, a ainsi augmenté de 1,2% et d'un pourcentage moindre pour la masse salariale. Les perspectives les plus favorables concernent les biens de consommation, secteur où les industriels attendent une reprise technique, suite à l'allègement des stocks qu'ils ont réalisé au printemps dernier. Tel pourrait être le cas si le ralentissement de l'inflation espéré par les pouvoirs publics pour la fin de l'année se matérialisait. Compte tenu de la libération des prix industriels, l'indice de novembre (0,5%) constitue une nouvelle à la fois heureuse et surprenante.

Malgré ce résultat, la divergence des taux d'inflation entre la France et ses principaux partenaires n'en demeure pas moins importante: c'est une menace pour notre monnaie, et pour le succès du nouveau système monétaire européen.

La détérioration persistante de la situation du marché du travail constitue un autre sujet de préoccupation, il ne faut pas s'attendre que le pacte national pour l'emploi donne d'aussi bons résultats que l'an dernier. Quand les demandes sont au moins quatre fois plus importantes que les offres de travail, la montée du chômage ne peut pas s'expliquer uniquement par l'insuffisante qualification de la main-d'oeuvre et la restructuration de certains secteurs.

Or, pour 1979, les experts estiment que même la réalisation du taux de croissance officiellement prévu (+ 3,7% en volume) permettra au mieux de limiter l'augmentation de la population disponible à la recherche d'un emploi. Encore cette accélération de la croissance par rapport au résultat enregistré en 1978 (environ + 3%) repose-t-elle sur l'hypothèse d'une reprise de l'investissement à laquelle les industriels ne croient pas eux-mêmes. Pour sa part, le budget de l'Etat paraît à première vue expansionniste: les dépenses (459 milliards) progressent de 15,2% par rapport à la loi de finances initiale pour 1978, soit plus que le P.I.B. en valeur prévu pour l'an prochain (+ 12,9%) et le déficit prévisionnel est fixé à 15 milliards. En réalité, s'il est comparé aux résultats effectivement enregistrés en 1978, le budget ne soutiendra guère l'activité.

L'économie française aborde la nouvelle année avec de sérieux problèmes.

Letter from France

The pause in the recovery which had been expected to occur before the summer holidays did in fact take place. Industrialists questioned by the Insee (national statistics institute) even pointed out that activity is at present slightly below the level recorded in the spring.

This decline is due mostly to the intermediate goods sector, which had widely contributed to the sharp revival of activity during the first six months. Except for data-processing and electronics, the capital equipment sector, which had scarcely taken part in the movement of recovery, is still a mediocre situation.

Under the circumstances, consumption practically still constitutes the only support possible of activity. The percentage of the rise in hourly wages was finally revised to 4.2% for the second quarter: this may be explained largely by the increases in the minimum wage in May and July. The purchasing power, thus increased by 1.2% but, in terms of the wages bill, by a smaller percentage. The most brilliant prospects concern the consumer goods sector, where industrialists expecting a technical recovery follow to the reduce stocks which they realised last spring. This could happen if inflation slows down by the end of the year, as the authorities hope. In view of the "freeing" of industrial prices, the November index (0.5%) came as both a pleasant and unexpected surprise.

In spite of this result, the difference in the rate of inflation between France and its main partners is nonetheless still considerable, and this constitutes a threat for the French currency and for success of the new European monetary system.

The continuing deterioration of the labour market situation is another matter for concern, this year the national agreement on employment for young people cannot be expected to give results as positive as those of the past year. When the number of job applications is at least four times greater than that of situations vacant, the rise in unemployment cannot be explained solely by the lack of qualification of the labour force and the current reorganisation of certain industrial sectors.

For 1979, experts estimate that even if the officially forecast growth rate (3.7% in volume) were to be reached this will at best make it possible to limit the increase in the number of people seeking employment. What is more, a faster growth compared with the result recorded in 1978 (approximately 3%) depends on a hypothetical renewal in investments, in which industrialists themselves do not believe. As for the budget, it seems at first sight to be expansionary: expenditure (FF 459,000 million) increases by 15.2% compared with the initial appropriation bill for 1978, i.e. more than the G.D.P. in value forecast for next year (12.9%) and the estimated deficit has been set at FF 15,000 million. In fact, when compared with the results actually recorded in 1978, this budget will provide little support for activity.

The French economy starts new year with serious problems.

Par L. Madarasz
Vice-Président Exécutif B.N.P. Canada



Faites-vous entendre dans les milieux financiers internationaux.

Utilisez la voix de la BCN.

Confiez-nous vos projets commerciaux au niveau des marchés canadiens et étrangers, vous êtes assurés de trouver chez nous une oreille attentive.

À la Banque Canadienne Nationale, nous savons parler votre langage quand il s'agit de transactions bancaires à l'échelle mondiale. De notre siège social à Montréal, de nos bureaux régionaux à Paris et à Hong-Kong, de nos succursales à Paris et à Londres, de notre agence à New-York, de nos filiales à Paris, Nassau et à Hong-Kong, par l'intermédiaire de nos correspondants dans près de 150 pays aux quatre coins du globe, nos conseillers financiers peuvent vous aider à déceler les aspects les plus rentables des stratégies envisagées.

Évaluation de la solvabilité d'un client éventuel, accréditation d'acheteurs de produits canadiens outre-mer, achat et vente de monnaies étrangères — tous les services bancaires courants et spécialisés requis pour mener avec succès vos affaires au Canada et dans le monde entier sont disponibles à la BCN.

Il suffit de vous rendre au bureau BCN le plus rapproché pour apprendre comment nous pouvons vous aider.

Siège social: 500 Place d'Armes
Montréal, Québec
Canada H2Y 2W3
Tél: (514) 281-2403
Télex: 05-267-302



La Banque des gens d'affaires.



Siège social de la Banque Nationale de Paris, Boulevard des Italiens à Paris.

INTERVIEW: BNP CANADA



Q. Quatrième banque mondiale, première banque française, la Banque Nationale de Paris est installée dans 70 pays dont le Canada. Pourquoi une banque française au Canada?

R. Comme vous le soulignez, la Banque Nationale de Paris est une des toutes premières banques du monde et a une vocation internationale: elle se devait d'être présente en Amérique du Nord.

Plus précisément c'est la Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie (BNCI) qui a été en 1961 la première banque française à avoir une activité directe au Canada. La Banque Nationale de Paris (BNP) est née cinq ans plus tard de la fusion

Interview accordée à Madame Marie-Agnès Thellier par Monsieur Gérard Legrand, Président et Directeur Général de la BNP Canada Inc., Président de la Chambre de Commerce Française au Canada.



de deux banques nationales, la BNCI et le Comptoir National d'Escompte de Paris (CNEP). Une telle fusion a été favorisée par la complémentarité qui existait entre ces deux banques, non seulement dans leurs opérations domestiques, mais aussi dans les réseaux étrangers que chacune avait constitués: l'Australie, l'Inde, New York, Bruxelles et Londres étaient déjà couverts par le

CNEP et la BNCI y joignait ses implantations en Europe (Londres et la Suisse), en Afrique, au Moyen Orient, en Asie (Indochine et Hong Kong), en Amérique Centrale... et au Canada.

La BNCI a donc abordé l'Amérique du Nord par Montréal où elle a été fort bien accueillie en 1961 par le gouvernement québécois. Elle était en 1967 admise à la compensation

par l'intermédiaire de la Banque de Montréal et lorsque fut adoptée en 1970 une législation fédérale et provinciale d'assurance dépôt, la SFCI (ancien nom de la BNP Canada Inc.) a officiellement été autorisée à recevoir des dépôts dans la Province. Sans être nommément une banque, la BNP Canada Inc. a aujourd'hui des activités d'institution financière très proches de celles d'une banque (chéquiers, prêts, dépôts...).

Q. Combien avez-vous d'agences au Canada?

R. Nous avons fondé l'agence de Québec en 1964 et, à mon arrivée en 1973, nous avons commencé une expansion vers l'ouest: Toronto fin 74, Vancouver fin 75 et Edmonton fin 77.

Cette expansion au Canada s'est inscrite dans le nouveau développement que la BNP a décidé de donner dès 1969 à son réseau international après la fusion des deux banques en 1966 et une courte période consacrée à la rationalisation de leurs réseaux respectifs. Au Canada, il s'agissait tout à la fois de renforcer une présence ancienne en Amérique

LETTE, MARCOTTE, BIRON, SUTTO, GRAVENOR & ASSOCIÉS

Avocats

CANADA:

suite 1010
615 ouest, Bd Dorchester
Montréal, P.Q. H3B 1P9
Tél. (514) 871-3838
Télex: 05-24456 "Lexinter"

EUROPE:

3, rue du Boccador
75008 Paris
Tél. 723-6203
Télex: 640274 "Lette"

**samson.
Bélair
& associés**

Comptables agréés

MONTRÉAL—QUÉBEC—RIMOUSKI—SHERBROOKE—TROIS-RIVIÈRES
OTTAWA—SEPT-ÎLES—COATICOOK—MATANE

du Nord et de tirer parti des relations de ce pays avec deux continents où la BNP est en position forte, l'Europe et l'Asie.

Q. *Vers quelle clientèle dirigez-vous vos efforts ici?*

R. Nos efforts suivent trois axes:

- d'abord évidemment la clientèle française, les filiales d'affaires françaises ou les compagnies canadiennes travaillant avec la France. Nous nous attachons non seulement à servir dans les meilleures conditions notre clientèle actuelle mais aussi à favoriser le développement d'échanges et d'investissements nouveaux par notre connaissance des milieux canadien et français.

- puis les sociétés canadiennes qui sortent du Canada et que nous pouvons aider dans leurs activités internationales d'export-import. Que ce soit par exemple en Chine populaire, en Asie ou dans les pays du Golfe, la BNP jouit par ses implantations d'une position privilégiée que lui envie au reste les banques canadiennes.

- enfin la clientèle purement canadienne à laquelle nous n'offrons pas d'autres avantages, par rapport aux banques à charte, que ceux attachés aux services offerts par une entité aux dimensions humaines: personnalisation des contacts et des solutions proposées, disponibilité des responsables, rapidité d'exécution...

Dans un pays comme le Canada, notre philosophie d'action est claire: nous sommes légitimement fiers de notre nationalité française, et de notre appartenance à l'un des plus grands groupes bancaires internationaux, mais nous voulons également, en bons citoyens de ce pays offrir les services particuliers que nos clients canadiens sont en droit d'espérer d'une banque étrangère comme la BNP, c'est-à-dire une spécialisation dans le commerce international (du change aux opérations documentaires) et dans l'accès au marché international des capitaux.

Q. *Dans votre bilan au 30 septembre 1978, on voit que sur un actif de \$344 millions, le cinquième soit \$76 millions est constitué par des engagements de clients en contrepartie*

d'ouvertures de crédits documentaires et de garanties. Que signifie ce terme de "crédit documentaire"?

R. C'est une procédure de financement par laquelle une banque facilite les transactions commerciales à caractère international de ses clients en donnant l'assurance aux fournisseurs de ceux-ci que leurs livraisons seront réglées dans leur propre pays et par leur propre banquier une fois certaines conditions remplies. Ainsi, sur ordre d'un client canadien importateur de textile, la BNP ouvre en faveur du fournisseur de ce client une lettre de crédit par laquelle elle s'engage à payer l'exportateur des marchandises, après l'embarquement de celles-ci, sur présentation des documents maritimes d'expédition. De son côté, l'acheteur canadien, certain de recevoir sa marchandise, peut couvrir à terme l'achat de la devise utilisée pour le règlement de la transaction.

Chaque opération documentaire s'inscrit dans le contexte particulier d'un pays donné, avec ses habitudes et ses usages: on ne traite pas avec le Nigéria comme on traite avec la Chine... La connaissance de ces habitudes et de ces usages qu'assurent la présence directe du groupe BNP dans un grand nombre de pays ou ses relations privilégiées avec d'autres établissements bancaires étrangers est fondamentale. Elle permet en effet aux utilisateurs du crédit documentaire de traiter leurs opérations commerciales à l'étranger dans les meilleures conditions de réalisation. Les petites et moyennes entreprises, qui ne disposent pas des im-

plantations locales sur lesquelles peuvent s'appuyer fréquemment les plus grandes sociétés, sont particulièrement sensibles aux avantages procurés par cette technique.

Q. *Le Gouvernement Fédéral a créé une société d'expansion des exportations (SEE) pour aider les entreprises à exporter. Quel est le rôle respectif de la SEE et du secteur privé?*

R. La SEE intervient surtout dans deux cas: les opérations à très long terme pour lesquelles la SEE intervient directement en finançant le contrat selon des modalités spécifiquement fixées. Au contraire, dans le court terme, la SEE garantit simplement l'exportateur contre le défaut de paiement, en laissant en général 10% du risque à la charge de ce dernier et en répartissant son propre risque sur l'ensemble des expéditions internationales de l'entreprise.

Le secteur privé joue un rôle complémentaire. Ainsi, lorsqu'une société canadienne veut expédier pour \$1 million de marchandises à une société française et qu'elle ne veut pas prendre à sa charge la totalité du risque non couvert par la SEE, elle peut demander à la BNP Canada d'en garantir tout ou partie: si nos informations recueillies sur place sur l'acheteur sont bonnes, nous acceptons de donner notre garantie pour que la transaction puisse se faire et dans tous les cas, nous pouvons faire des avances en trésorerie sur la partie couverte par la SEE.

Dans ce cadre, une coopération active entre secteur public et secteur



privé a pu se développer au profit des entreprises canadiennes exportatrices. Il me semble cependant qu'une correction pourrait être apportée au système qui permettrait de mieux définir les rôles respectifs des deux secteurs sur la période intermédiaire entre court et long terme. La formule selon laquelle le secteur privé finance le court terme tandis que la SEE finance le long terme me semble trop tranchée.

Q. Avez-vous des projets pour la BNP Canada Inc.?

R. Notre politique est simple: le changement de structure juridique, si la loi des banques nous y oblige, ne doit pas entraîner de modification fondamentale dans notre politique commerciale. Celle-ci restera axée sur les secteurs déjà indiqués et une présence accrue auprès des grandes sociétés canadiennes ayant notamment des activités internationales.

Nous avons pour principe d'équilibrer les activités de chaque agence par des ressources issues de la province où elle opère: Toronto et Vancouver ont atteint cet objectif après une année d'activité. Le respect de

ce principe restera notre préoccupation constante.

Q. Qu'attendez-vous de la loi des banques?

R. Légalement, le parlement canadien doit voter tous les dix ans une nouvelle loi des banques et aurait dû le faire en 1977. La nouvelle loi des banques qui apporterait à l'ensemble du système bancaire des aménagements très importants allant bien au-delà d'une certaine ouverture vis-à-vis des banques étrangères est indispensable pour la stabilité financière du pays. Nous en attendons nous-mêmes des mesures propres à assurer le développement de nos activités dans un cadre mieux précisé.

Les banques canadiennes sont dans l'ensemble favorables à cette loi qui en ouvrant officiellement la porte aux banques étrangères leur assurerait une meilleure réciprocité dans les autres pays; mais elles veulent légitimement conserver un contrôle canadien sur les activités financières du pays déjà trop courtisées par les banques américaines. La BNP Canada Inc. a pour sa part de bonnes relations avec toutes les banques à

charte: trois d'entre elles assurent, selon la place, la compensation de nos agences.

Nous souhaitons donc que l'incertitude actuelle sur la loi des banques cesse parce qu'elle crée des incondues de fonctionnement gênantes.

Q. La BNP est-elle le seul actionnaire de la BNP Canada Inc.?

R. Non, la BNP contrôle à 92.2% sa filiale canadienne dont le deuxième actionnaire important est le fonds de pension du Canadian Pacific. Elle ne contrôlait d'ailleurs que près de 75% jusqu'en 1974, année au cours de laquelle la Banque de l'Union Parisienne (BUP) nous céda sa participation lorsque la SFCI décida de mieux marquer son appartenance au Groupe de la BNP en changeant son nom en BNP Canada Inc.

Sur notre conseil d'administration, présidé depuis 1969 par M. Roger Charbonneau, siègent aux côtés de canadiens quatre membres de la direction générale parisienne de la BNP dont M. Pierre Ledoux, Président du Conseil et le responsable de notre division internationale, M. François Hecker. A cette division



Gérard Parizeau, Ltée

COURTIERS D'ASSURANCES

410, rue Saint-Nicolas

Montréal, Qué. H2Y 2R1

Tél.: (514) 282-1112

GESTIONNAIRES D'ASSURANCES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

NOS BUREAUX

J. E. Poitras Inc.
Québec

P. H. Plourde Ltée
Victoriaville

A. Duclos Inc.
Sept-Îles

Parizeau, Pratte, Guimond, Martin & Associés Inc.
Val d'Or Rouyn

Membres du Groupe Sodarcan

Correspondant en France:

S.F.A.I.

Assurances

9, rue Vignon

75008 Paris

Tél.: 261-50-20

internationale sont directement rattachées les implantations extérieures du groupe (4 aux Etats-Unis, par exemple) alors que nos sièges français ont été récemment regroupés autour de dix directions régionalisées.

Q. La BNP est aussi un leader sur le marché international des capitaux, notamment pour les euro-émissions publiques...

R. La BNP accorde en effet une très grande importance au développement de son activité dans ce secteur où elle est devenue la première banque française: à Montréal, un de mes collaborateurs s'y consacre à temps complet. Les efforts déployés dans ce domaine permettent à la BNP de faciliter l'accès de gouvernements, d'organismes publics ou de sociétés privées à cette source de capitaux (crédit en euro-dollars ou émissions obligataires en euro-devises) et de jouer sur ce marché un rôle de novateur, par exemple pour les émissions obligataires à taux d'intérêt variable. Le réseau international de la banque, en Asie notamment, a permis d'entrer en contact direct avec les investisseurs intéressés à placer leurs fonds sur ce marché et de développer un pouvoir de placement que la BNP met à la disposition de ses clients.

Q. Combien employez-vous de personnes dans vos cinq agences?



R. BNP Canada Inc. emploie près de 200 personnes dont seulement 14 cadres détachés (sur lesquels quatre sont en fait des stagiaires en formation internationale). Nos cadres canadiens, d'excellente qualité, ont accès comme les autres aux activités internationales de la BNP, s'ils veulent en accepter les servitudes liées au mode de vie. Deux de nos cadres canadiens ont d'ailleurs depuis 1973 entrepris une carrière internationale, l'un à Chicago, l'autre aujourd'hui à Paris et demain peut-être à Tokyo.

Moi-même, je vais prochainement retourner en Australie diriger la

BNP Australie dont j'ai été le "second" de 1969 à 1973 et serai remplacé au Canada par l'actuel directeur de nos agences australiennes, M. Louis Jalabert que beaucoup de québécois connaissent pour avoir précisément créé la SFCI à Montréal en 1961 et l'avoir dirigée de 1961 à 1969...

Q. En période économique difficile, pensez-vous que les banques ont un rôle de conseiller privilégié auprès des entreprises?

R. Certes, mais le client ne croit pas toujours son banquier quand celui-ci le met en garde. La solution est d'essayer de maintenir une position aussi ferme que possible devant un client dont les orientations commerciales ou financières nous semblent dangereuses. Ce rôle de conseiller est d'autant plus important que les problèmes de management sont dans la plupart des cas à l'origine des difficultés rencontrées par une entreprise.

Q. Une dernière question sur l'affaire du Crédit Foncier Franco Canadien qui a éclaté en décembre au Québec. Qu'en pensez-vous?

R. Je comprends mal les développements récents de cette affaire. Dans une transaction de cette sorte (la vente d'intérêts français à des intérêts canadiens non québécois) les contacts usuels sont normalement pris auprès des instances gouvernementales concernées. Il faut donc qu'il y ait eu un "loupé" quelque part, "loupé" regrettable puisqu'il aboutit à une législation spécifique. □

RAYMOND, CHABOT, MARTIN, PARÉ & ASSOCIÉS

Comptables agréés

17ième étage, La Tour de la Bourse
C.P. 301, Place Victoria
Montréal, Québec H4Z 1G9
Téléphone: (514) 878-2691

350 est, boulevard Charest
Québec, Québec G1K 3H5
(418) 647-3151

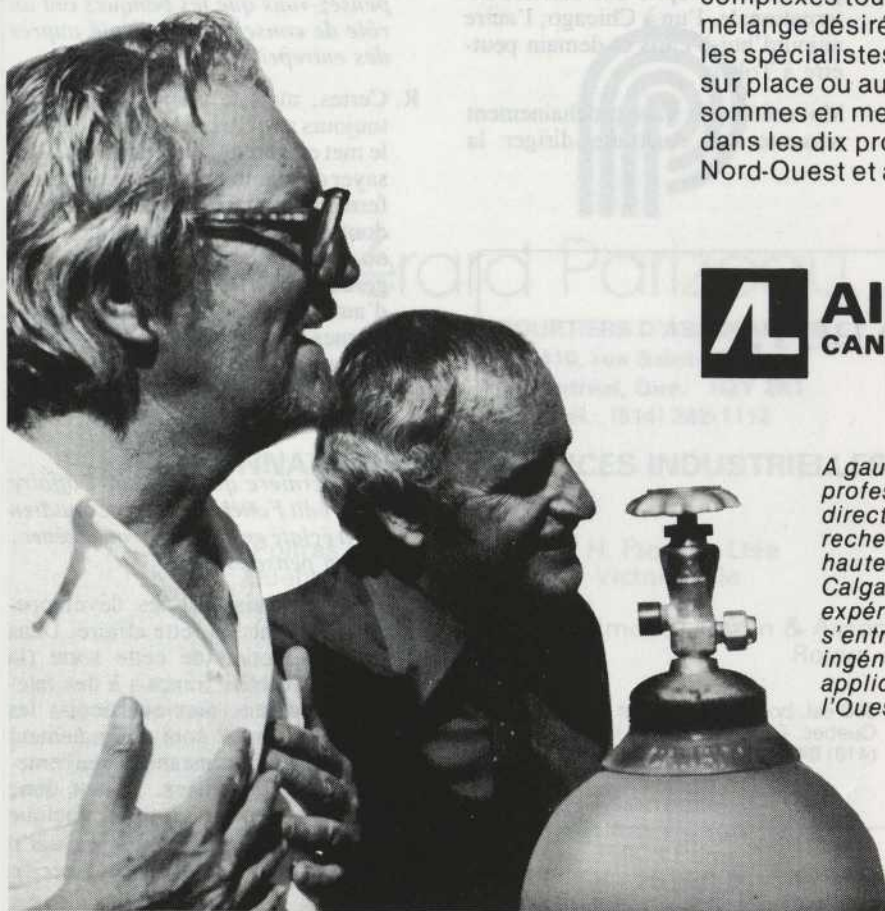
Pour remplir cette commande nous avons mélangé 15 gaz et en vitesse

L'été dernier, la société Foothills Pipe Lines Ltd voulait une certaine quantité de gaz naturel de l'Arctique pour faire une expérience d'ingénierie très importante sur un pipe-line. Comme le gaz n'était pas encore exploité, et donc toujours enfoui dans les entrailles de la Terre, Foothills nous a demandé si nous pouvions en faire la synthèse. C'était un problème difficile à tous points de vue. Et pourtant, en un temps record, nos spécialistes des gaz spéciaux ont réussi à produire un mélange comparable à celui de Mère Nature. Ce mélange contenait du méthane, de l'éthane, du propane, du gaz carbonique, de l'azote et un soupçon de 10 autres gaz et liquides. Par surcroît, toutes les proportions devaient être mesurées avec beaucoup de précision.

Les ingénieurs de la société Foothills ont été ravis.

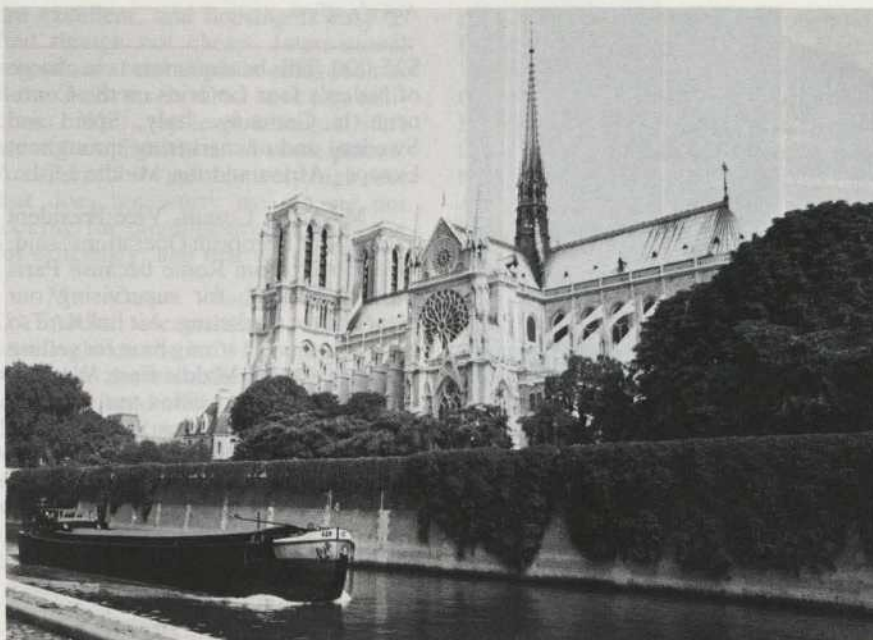
Il ne restait plus qu'un seul problème à résoudre: comme ce gaz naturel sera acheminé de l'Arctique à 25°F, il fallait reproduire cette température pour mener l'expérience à bien. Faute de temps, on ne pouvait pas recourir à la réfrigération conventionnelle. Les cryogéniciens d'ALC ont donc prêté leur concours à l'équipe de recherche en concevant un système de refroidissement à base d'azote liquide et de méthanol pour les 120 pi. de pipe-line utilisés pour l'expérience. Tout s'est bien déroulé, en douceur et l'expérience fut un succès. Elle a permis de vérifier les calculs théoriques indispensables à la prévention des axes de propagation des fractures sur de longs tronçons de pipe-line.

Lorsqu'on songe aux gaz spéciaux d'Air Liquide Canada, il faut toujours se rappeler d'une part qu'ALC peut se conformer aux spécifications les plus rigoureuses et les plus complexes tout en produisant rapidement le mélange désiré; d'autre part, nous avons tous les spécialistes et tous les techniciens voulus sur place ou au laboratoire; enfin, nous sommes en mesure de desservir nos clients dans les dix provinces, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon.



AIR LIQUIDE
CANADA

A gauche, M. Trevor K. Groves, professeur de génie mécanique, directeur du laboratoire de recherche sur les explosifs et les hautes pressions à l'université de Calgary et responsable des expériences sur le pipe-line s'entretient ici avec Jack Ayton, ingénieur et directeur des applications des gaz pour ALC dans l'Ouest canadien.



EIGHTY FOREIGN FIRMS HAVE THEIR EUROPEAN HEADQUARTERS IN FRANCE

The French Government's policy of welcoming international company headquarters to France continues to make progress. France is steadily growing in importance as a world business centre, as more multinationals or other foreign companies decide to locate their European headquarters in Paris or other French cities.

In the past two years, nearly twenty firms took this step, bringing to over eighty the total number of foreign companies with their European HQ in France. The new arrivals include wellknown names such as Revlon and Abbott Laboratories. And they have not come solely to Paris but also to areas such as the Riviera and Lyon.

What are the reasons which impel so many foreign firms to choose France rather than a location in, say, Switzerland, Belgium or Great Britain? According to the answers given by the firms themselves, there appear to be several main factors.

First, it is now recognised that France is not as expensive as sometimes supposed. Second, the nation is seen as playing a major role in Europe's

economy, and representing an important consumer market, and there are thus advantages in placing a headquarters there. Third, France is increasingly favoured for industrial investment, and many firms find it convenient to have their head office close to their plant.

Attractive tax advantages

Fourth, while some other countries have been tightening their restrictions on foreign staff, France has liberalised her rules and has simplified the machinery for setting up foreign businesses. Fifth, France offers some attractive tax advantages both to companies and to individuals. Sixth, there are the well-known and much appreciated delights of living in France

The best prestige address: Paris....

— good food and wines, scenery, and a variety of culture. Last but not least, France has excellent communications with the rest of the world and is in a central position on the map, providing a suitable base for exploiting the markets not only of Europe but of Africa and the Middle East.

Some of the companies have been in Paris for some time. IBM Europe moved from Geneva in 1949 and, together with IBM World Trade, is now much the largest headquarters in Paris, with a staff of 1,500. 'A world firm like ours needs to be in a large city', said the President, Jacques Maisonrouge; 'there are also the assets of excellent transport links with the rest of the world, good schools for our foreign families, and the help given us by the French authorities.'

International Harvester opened a European HQ in Paris in 1972, Corning Glass International moved in the following year, while Booz, Allen & Hamilton, the management consultants, transferred their European HQ from London to Paris in 1974. Other headquarters include those of Lockheed, Max Factor and Ingersoll Rand.

Prestige address for beauty

Among the newest arrivals, since 1976, Revlon has chosen Paris for its European HQ because France represents an important share of its market and it considers the French capital the best prestige address for its beauty products. Sperry Rand and American Hospital Supply are among the firms that have chosen France as a base for their African operations. Two other new arrivals are interviewed on the opposite page.

Paris is inevitably the favourite location, but some firms have opted for south-east France. Alcan Afrique has recently set up in Aix-en-Provence and other firms on the Riviera or in Lyon.

The French Government has several reasons for wishing to attract headquarters. An official said: 'If the headquarters are in France, it makes it much easier for us to keep close contact with the company and so maybe attract further industrial investment. The company, on its side, may also see advantages in establishing a new plant near to its headquarters. We also believe that headquarters can enhance the distinction of French cities and have a multiplier effect on stimulating new



Nalco's offices.

jobs and high-level activities in service industries.

DATAR, together with other Government departments, does all it can to smooth the path of any company wishing to site a headquarters in France. In particular, it takes charge of all formalities concerning the procurement of work and residence permits for non-EEC personnel. French policy in this field is very liberal, and in most cases

the permits can be secured within weeks.

A "strong base" for selling to Third World

Nalco Europe, a division of Nalco Chemicals of Illinois, transferred in the fall of 1976 from Rome to Paris, where it has airy offices in a big modern building overlooking the Seine at St-Cloud, near the Bois de Boulogne. The annual rental for 1,700 square feet is

\$25,000. This headquarters is in charge of Nalco's four factories on the Continent (in Germany, Italy, Spain and Sweden) and of marketing throughout Europe, Africa and the Middle East.

Mr Ari F. Cosani, Vice-President in charge of European Operations, said: 'We moved from Rome because Paris is more central, for supervising our plant and for marketing. Air links are so good that this is a strong base for selling to Africa and the Middle East. We considered some other cities too, such as Brussels and Amsterdam, but decided that Paris offered the best communications, including telephones — and we have not been disappointed. People used to joke about French telephones, but now they are fully efficient.'

'Everyone passes through Paris'

'Paris is a great meeting-place, everyone from all over the world passes through this way — and that's good for business. For example, most of the big international contractors have offices here, and we keep in contact with them and so pick up new clients. The hotels

Arthur Andersen & Cie.

Comptables Agréés

800 ouest, boul. Dorchester, Montréal
Tél. (514) 861-1641

Toronto
Winnipeg

Ottawa

Vancouver
Calgary

1155 rue Sherbrooke O., Montréal, Canada H3A 2N3 (514) 288-9564

Lorenzo Bélanger.

Gardner, McDonald & Co./Cie.

CHARTERED ACCOUNTANTS/COMPTABLES AGREES

Crédinord Gestion Inc.

filiale du Crédit du Nord (France)

Société de services spécialisés aux entreprises exportatrices

715 Square Victoria, suite 601
Montréal, Québec H2Y 2H7
Tél: (514) 284-5363

are excellent, and housing is easy to find though not cheap. International schools are better than in cities such as Rome or Brussels. Do I have any criticisms? Well, top-level trilingual staff are not as plentiful as in some places. And Paris costs are relatively high, but that does not worry us: we are not looking for pinch-penny bargains but for efficiency, and that we get here.'

Mr Cosani had praise for DATAR's salesmanship: 'DATAR were right on the ball. They heard we wanted to move so they sent a man to lobby our head office in Illinois. They did a good PR job and my boss there was very impressed. DATAR made him realise that the French really wanted us to come to Paris. That wasn't always the feeling that American firms got in the old days.'

Abbot Laboratories, a Chicago firm making health care products, is in a roughly similar situation: it too moved its European headquarters to Paris two years ago, and now has an office in the smart suburb of Neuilly (rental, \$15 per square foot) from where it masterminds its eight Euro-

pean factories and its sales throughout Europe, Africa and the Middle East. 'Paris is an ideal centre for selling to those areas,' said Mr Erik Hornnaess, European Regional Director, 'and that's a main reason why we moved here. We do a lot of trade with Nigeria, Algeria and the Middle East, and air links from here are first class. We were also attracted by the low income tax rates in France.'

'We seriously considered Switzerland, but were deterred by the difficulty of getting work permits: that problem is much easier to solve in Paris. Here we have a staff of 45, of 15 different nationalities — the Tower of Babel, we call ourselves, though the basic language is English. Paris is becoming so international that the demand for good bilingual secretaries is sometimes ahead of local supply: but that's no problem, we hire them from London, and English girls are thrilled to come and live here. We pay a trilingual secretary about \$1,000 a month, and a bilingual typist \$750 or so. Office costs in general are about the same as in Brussels, I reckon; lower than Geneva, but higher than London.'

Nice's links with Africa

Other foreign firms have established European headquarters in the French regions. Those in Lyon are described on page 6, while another favourite location is the Riviera. Texas Instruments has a headquarters near Nice, responsible for Africa and the Middle East: 'We chose this site because it is close to a major international airport', said a director, 'and that is useful to us, especially for our links with the Third World. Locally-recruited staff are of high quality.' And Rohm & Haas, the American chemicals and plastics firm, moved its European technical service centre in 1975 from Zurich to the new Valbonne Science Park, near Nice. 'Expansion in Zurich was difficult owing to high costs', said a manager; 'We considered Brussels, but chose Valbonne mainly because of the Riviera setting. It's so easy to attract senior staff to live and work here. A lot of our business is with Italy, and with the Middle East and North Africa, and Nice is well located for this. All our secretaries are bilingual, and they are in plentiful supply locally.' □



CREDIT LYONNAIS

CANADA LIMITÉE

offers a full range of financial services to businesses

For example:

- ☐ Checking Accounts in Canadian and American Dollars;
- ☐ Short and medium term lines of credit;
- ☐ Financing of imports and exports;
- ☐ Project financings.

MONTREAL

1 Place Ville Marie, Suite 1525
Tél.: (514) 879-1090
Telex: 05-25 245

TORONTO

Royal Bank Plaza, South Tower, Suite 2875
Tél.: (416) 865-0100
Telex: 06-52 396

SUBSIDIARY OF CREDIT LYONNAIS
(Incorporated in France in 1863)

- TRANSITAIRES INTERNATIONAUX
- COURTIERS EN DOUANES
- CONSEILLERS EN DOUANES
- FRET AÉRIEN ET CONSOLIDATION
- ENTREPOSAGE
- EMBALLAGE POUR EXPORTATION
- SERVICE DE CONTAINERS
- ASSURANCE TRANSPORTS

Service de groupage
maritime et aérien
import-export.

Représentation internationale



**St-Arnaud
Bergevin
Limitée**

410, RUE ST-NICOLAS,
MONTREAL, QUE. H2Y 2P5,
TÉLÉPHONE (514) 285-1500
CÂBLE: BLACKSTAR MONTREAL
TÉLEX 05-25176

Succursales et compagnies affiliées dans les villes suivantes:

- Montréal • Aéroport de Dorval • Ville Lasalle • Dorval • Pointe-Claire
- Mirabel • Lacolle • Phillipsburg • Québec • Sept-Îles • St-Jérôme
- St-Jean (Québec) • Les Saules (Québec) • Toronto • Agincourt
- Oakville • Toronto International Airport

HAREL, DROUIN & ASSOCIÉS

comptables agréés

G. André Harel, c.a.

Gilles Drouin, c.a.

Pierre Villeneuve, c.a.

Jacques Rouleau, c.a.

Carlo N. Cannucci, c.a.

Jean-Pierre Lapratte, c.a.

Jean-Marc Corbeil, c.a.

276 ouest, St-Jacques suite 600
Montréal H2Y 1N3, P.Q.
tél.: 845-9253



EUGÈNE KUHLMANN DU CANADA LIMITEE
FRANCOLOR DYESTUFFS DIVISION

FRANCOLOR

Tél. : 683-8750-1-2-8

Tél. : (416) 274-9260 (Toronto)

Télex : 058-21655

2052 Trans-Canada Highway
Dorval, P.Q.
150 Lakeshore Road
Port Credit, Ontario

A great tradition in fine toileteries since 1806



eau de cologne
Jean-Marie Farina

PERFUMED SOAPS AVAILABLE IN 11 FRAGRANCES



BY APPOINTMENT TO H.M. QUEEN ELIZABETH II MANUFACTURERS OF SOAP

ROGER & GALLET
PARIS



LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE

“C’est à une triple mobilisation qu’il faut procéder: vers la création d’emplois, vers les économies d’énergie et vers l’exportation. Ces trois actions sont indispensables pour assurer l’emploi durable et le développement économique de la France.” (Valéry Giscard d’Estaing, Président de la République, Conseil des Ministres, 6 septembre 1978).

Depuis 20 ans, le développement des échanges internationaux a joué un rôle déterminant dans l’évolution du niveau de vie des Français. Afin d’échapper au déperissement lent mais inéluctable qu’aurait entraîné le maintien du protectionnisme et pour faire

face à la mondialisation de l’économie, la nécessité d’exporter très vite apparut comme un impératif prioritaire.

Deux éléments ont accéléré ce bouleversement: la décolonisation et la création du Marché Commun. En rétrécissant brusquement un marché acquis depuis longtemps à la France, et particulièrement dans le domaine des produits finis, la décolonisation a obligé les entreprises à rechercher de nouveaux débouchés et à se confronter à une concurrence qu’elles ne soupçonnaient pas. La mise en place du Marché Commun est venue offrir opportunément un nouveau pôle d’attraction et a

accru le dynamisme de leur prospection.

“Un pays qui est importateur de matières premières et d’énergie, un pays qui est en fait une immense usine de transformation, un pays qui s’est largement engagé dans les échanges internationaux et où deux emplois industriels sur cinq sont dus à l’exportation, doit assurer en priorité son équilibre extérieur.” (M. Raymond Barre, Premier Ministre, Entretien l’Expansion).

Ainsi pour la période 1959-1976, la France n’est devancée que par le Japon et l’Italie. Depuis 1970, la croissance réelle des exportations, à peine inférieure à celle du Japon, a été largement supérieure à celle des autres pays et la France s’est hissée au quatrième rang des exportateurs mondiaux, avec une part de plus de 6% du marché.

Depuis 1973, cependant, la hausse du prix du pétrole et l’émergence des pays en voie de développement, comme producteurs de biens manufacturés, ont introduit des données nouvelles dans les relations économiques mondiales: pour les pays à forte dépendance énergétique, comme la France, la conquête des marchés nouveaux et l’équilibre du commerce extérieur sont devenus des objectifs essentiels de la politique économique. C’est dans cette voie que le Gouvernement s’est engagé. La tendance amorcée actuellement est favorable, mais révèle encore des signes de fragilité qui nécessitent une adaptation de nos structures industrielles et une amélioration de notre compétitivité.

Les données internationales nouvelles

LA HAUSSE BRUTALE DU PRIX DU PÉTROLE

Depuis 1973, le quadruplement du prix du pétrole et la poussée spectaculaire des prix de matières premières industrielles, exerçant le même effet qu’un impôt prélevé sur le revenu de tous les pays non producteurs de ces richesses, ont bouleversé les équilibres commerciaux de ces pays et en particulier ceux de la France.

LA DÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE

Dépendant de l’extérieur pour 80% de sa consommation d’énergie,

Cabinet du Premier Ministre, Service d’Information et de Diffusion.



alors qu'en moyenne ce taux descend à 60% pour l'Europe occidentale, la France a vu passer de 12 à près de 25% de ses importations la part du coût de l'énergie. De 18 milliards en 1973, le déficit énergétique s'est gonflé à 67 milliards en 1977 et ceci en dépit d'une économie d'utilisation qui a fait baisser en volume les importations mensuelles de pétrole brut.

LE BOULEVERSEMENT DES STRUCTURES INDUSTRIELLES

Au niveau international, cette crise a entraîné une détérioration des situations financières de certains pays et une intensification de la concurrence. Celle-ci est liée, entre autres, à l'industrialisation de certains pays en voie de développement qui bouleverse

En 1977, un déficit énergétique de 67 milliards de francs...

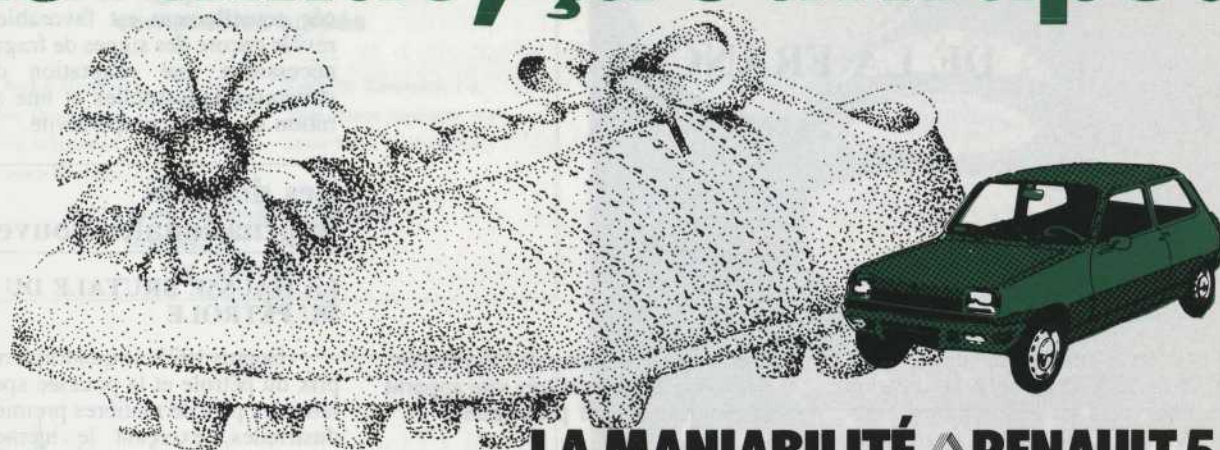
les structures industrielles et nécessite la mise en oeuvre d'une politique tournée vers l'exportation.

Le déséquilibre des échanges extérieurs est devenu, pour la France comme pour la plupart des pays industriels, un des obstacles majeurs à une forte croissance économique. En raison du lien qui existe entre la croissance des importations et celle de la production, du fait de notre capacité d'endettement nécessairement limitée, il n'est pas possible de supporter des déficits successifs importants.

UN NOUVEL ORDRE ÉCONOMIQUE MONDIAL

Deux groupes de pays, parmi les nations développées, se dégagent actuellement: d'un côté, les économies qui dépendent de l'aide étrangère, de l'autre, les pays qui, par leur dynamisme commercial et la conquête des marchés nouveaux, tirent de leur maîtrise technologique et commerciale, les ressources nécessaires à leur indépendance.

Le "Chnac", ça s'attrape!



LA MANIABILITÉ ♦ RENAULT 5

Pour se maintenir dans ce groupe, deux conditions sont essentielles: rétablir les grands équilibres économiques fondamentaux et accentuer la spécialisation industrielle, seule capable de contenir la concurrence des pays en voie de développement.

LA POLITIQUE DE REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Face à ce monde en mouvement, un des objectifs prioritaires du plan de redressement économique et financier adopté par le Gouvernement en septembre 1976 était le retour à l'équilibre de la balance commerciale. Les bons résultats du premier semestre de l'année 1978 sont la conséquence de la politique économique générale menée depuis cette époque.

Le ralentissement de la hausse des prix et l'évolution modérée des salaires ont permis de retrouver une bonne compétitivité à l'extérieur. Dans le même temps, l'action du Gouvernement pour maintenir la parité du franc a permis de contenir le coût des importations.

Ainsi, le tissu industriel de la France a fait preuve d'une certaine souplesse pour s'adapter aux nouvelles contraintes des échanges extérieurs.

L'évolution du commerce extérieur de la France depuis 1970

Les mutations profondes du monde moderne ont affecté considérablement l'évolution de notre commerce extérieur depuis 1970 du fait de l'importance grandissante dans l'économie de notre pays des échanges internationaux. De 1970 à 1976, le volume des exportations a été multiplié par 2,9, tandis que le produit intérieur brut était multiplié par 2,1.

ÉVOLUTION PAR SECTEUR

Pour ce qui est du secteur agro-alimentaire, les échanges ont connu, entre 1970 et 1974, un développement régulier et rapide qui a permis de dégager en 1974 un excédent de 6 milliards de francs. A partir de 1975, une série d'accidents d'origine climatique va interrompre ces bons résultats: gelées et sécheresse réduisent nos ventes de fruits et légumes et de céréales. En outre, les années 1976 et 1977 sont mar-

quées par la hausse des matières premières alimentaires et notamment par celle du café: 75% d'augmentation sur la totalité de ces produits entre janvier 1976 et janvier 1977. Ainsi, la progression jusque-là régulière de l'excédent agro-alimentaire — déjà limité à 2 milliards en 1975 — s'est transformée en un déficit de 600 millions en 1976 et de 7 milliards en 1977. Pour le premier semestre 1978, le solde agro-alimentaire est resté déficitaire de 1,5 milliard de francs environ, malgré une progression de 39% des exportations.

Si les cours mondiaux du café et des oléagineux retrouvent des niveaux moins élevés, comme cela paraît être le cas, ces difficultés devraient s'atténuer surtout en cas de bonne récolte des céréales. Ainsi, la contribution du solde agro-alimentaire au rétablissement de la balance commerciale redeviendrait positive, comme l'envisageait le VIIe Plan.

Après la décision de l'O.P.E.P. de 1973 d'augmenter le prix du pétrole, le déficit énergétique s'est creusé rapidement, passant de 18 milliards de francs en 1973 à 67 milliards en 1977.

Cependant, si l'on ne tient pas compte de l'effet de prix (entre 1970 et 1976, le prix du pétrole a été multiplié par 4,7), le déficit énergétique s'est constamment maintenu aux environs de 12 milliards de francs (en francs 1970), ce qui démontre, compte tenu de la croissance économique, une meilleure utilisation de l'énergie.

En 1977, le montant des importations de pétrole a été relativement modéré: 52,6 milliards, alors que le plafond était fixé par le Gouvernement à 55 milliards. Deux raisons expliquent

cette tendance favorable: la baisse du dollar et la clémence du climat.

Au cours du premier semestre 1978, les importations ne progressent que de 0,8% en valeur, par rapport au niveau du premier semestre 1977. La bonne tenue du franc par rapport au dollar entre février et juin a conduit à une réduction de 5,7% du prix moyen de la tonne de pétrole brut importé.

La mutation des échanges industriels, inscrite parmi les objectifs prioritaires du VIIe Plan, conditionne, en partie, le rééquilibrage de la balance commerciale. L'augmentation substantielle de l'excédent, à partir de 1974, montre que cette mutation est en cours. Auparavant, le solde était resté stable autour de 7 milliards.

En 1975, la récession qui a freiné la demande intérieure et l'accroissement de la demande des pays non industrialisés ont permis de réaliser un excédent de 26 milliards. En 1976, malgré la reprise en France, l'excédent, de 22 milliards, est demeuré à un niveau bien supérieur à celui des années 1970-1974.

En 1977, l'excédent atteint 41 milliards. Il est en partie dû aux bons résultats dans le secteur des biens d'équipement (+ 18 milliards) et aux échanges de produits intermédiaires qui s'améliorent de plus de 6 milliards par rapport à l'année précédente, en particulier grâce aux ventes d'acier aux États-Unis. En outre, les exportations d'automobiles progressent de 20%.

Cette tendance est confirmée par les résultats du premier semestre 1978, notamment pour les biens d'équipement et le secteur automobile. Dans



l'ensemble, l'excédent mensuel dans le domaine industriel se stabilise autour de 4 milliards, contre 2,5 il y a 18 mois.

LES ÉCHANGES PAR ZONE

La restructuration de la balance commerciale par produits s'est accompagnée d'un bouleversement de la structure géographique de nos échanges.

L'augmentation du prix du pétrole a évidemment accru la part de nos échanges avec les pays de l'O.P.E.P. La redistribution du pouvoir d'achat et l'augmentation des liquidités internationales ont permis de modifier la composition de nos ventes au profit des marchés hors O.C.D.E., dont la part passe de 24 à 30% entre 1970 et 1977. Sur cette zone, l'excédent industriel atteint 53 milliards en 1976 et 65 milliards en 1977. Nos ventes de biens intermédiaires et de véhicules de transport terrestre (automobiles, camions et matériel ferroviaire) ont doublé et les exportations d'équipement professionnel à destination de ces pays ont été multipliées par trois. Les ventes de la France vers les pays de l'O.P.E.P. ont plus que triplé entre 1973 et 1976.

Malgré cette tendance favorable, le taux de couverture de nos échanges avec les pays de cette zone n'a été en 1977 que de 45%, c'est-à-dire un niveau nettement inférieur aux résultats obtenus par d'autres pays industrialisés et notamment la R.F.A.

Les pays en voie de développement non producteur de pétrole et les pays socialistes, profitant du développement des crédits commerciaux, ont, eux aussi, développé leurs importations de produits français, les multipliant par 2,5 entre 1973 et 1977. Au cours du premier semestre 1978, la progression de nos achats aux pays socialistes (+10,6%) est supérieure à l'augmentation moyenne de nos importations.

Dans l'ensemble, les relations avec les pays de l'O.C.D.E. hors C.E.E. fluctuent, d'une année sur l'autre, sans marquer de changements fondamentaux. Si, en 1977, notre déficit global (-6,7 milliards) s'est contracté de plus de 4 milliards, deux faits notables sont aussi à souligner: la percée japonaise sur le marché français (le déficit vis-à-vis de ce pays est passé de 0,8 milliard en 1973 à 4,5 milliards en 1977) et la disparition de notre excédent traditionnel sur l'Espagne.

Après une intensification des échanges communautaires, ceux-ci ne peuvent plus progresser beaucoup plus vite que la production industrielle. Cependant, la Communauté reste notre partenaire commercial privilégié puisque nous y réalisons 50% de nos échanges. Mais un déficit important persiste: -14 milliards en 1977 contre -17,8 milliards en 1976. Il tient en grande partie aux échanges de produits énergétiques et de produits manufacturés.

LES NOUVELLES STRUCTURES DE L'ÉQUILIBRE EXTÉRIEUR

Cette analyse du commerce extérieur met donc en évidence un certain nombre de points majeurs:

- pour financer le déficit énergétique, la structure de notre commerce extérieur a été profondément modifiée;

- nos ventes de biens d'équipement sont devenues l'élément moteur qui devra permettre de combler peu à peu ce déficit;

- notre effort d'exportation a porté essentiellement vers les pays extérieurs à l'O.C.D.E. et non vers les pays développés;

- l'apparition de nouveaux marchés a entraîné une restructuration de l'industrie française qui a été obligée de s'adapter aux demandes nouvelles;

- un effort important reste à faire dans le domaine de la balance agro-alimentaire. Compte tenu des atouts importants que possède l'agriculture française, il serait paradoxal que les déficits enregistrés se prolongent;

- le déséquilibre de nos échanges avec les pays industrialisés s'est accentué, notamment avec la C.E.E. et le Japon. Cette situation préoccupante doit être redressée.

Cependant l'amélioration régulière, depuis deux ans, du solde des échanges extérieurs, la croissance des exportations dans un climat international peu propice, constituent des résultats très satisfaisants. Mais un certain nombre de facteurs, qui s'imposent à l'économie française montrent que la position de la France est encore fragile.

Une position encore fragile

LES TENSIONS INFLATIONNISTES

L'action globale et rigoureuse entreprise par le Gouvernement depuis deux ans a déjà obtenu des résultats. Le contrôle de la masse monétaire est mieux assuré, l'amélioration de la balance commerciale a accru la solidité du franc.

Il s'agit aussi d'une politique qui vise à modifier le comportement des agents économiques. Derrière la crise mondiale se profile une nécessité: les pays industriels, qui sont et restent des nations privilégiées, doivent reconnaître qu'il ne sera plus possible d'augmenter le niveau de vie et de protection sociale de leurs citoyens au même rythme que dans la période 1950-1974.

Une attention particulière doit être portée sur l'évolution des prix qui ris-

Desjardins, Ducharme, Desjardins & Bourque

Avocats

GUY DESJARDINS, c.r.
JEAN A. DESJARDINS, c.r.
PIERRE A. MICHAUD, c.r.
MICHEL ROY
ANDRÉE LIMOGES
MICHEL BENOIT
JACQUES PAQUIN
ANNE-MARIE L. LIZOTTE
PAUL R. GRANDA
VIATEUR CHENARD
ARMANDO AZNAR

CLAUDE DUCHARME, c.r.
CLAUDE TELLIER, c.r.
ALAIN LORTIE
MAURICE LAURENDEAU
DANIEL BELLEMARE
DENIS ST-ONGE
MARC A. LEONARD
ANDRÉ WERY
MICHEL McMILLAN
JAMES R. MESSEL
ARMAND DESROSIERS

PIERRE BOURQUE, c.r.
JEAN-PAUL ZIGBY
FRANÇOIS BELANGER
CLAUDE BEDARD
REJEAN LIZOTTE
C. FRANÇOIS COUTURE
GERARD COULOMBE
ROBERT PHENIX
PIERRE LEGAULT
YVES BEAUDRY
LOUISE VALLEE

LE BATONNIER ANDRÉ BROSSARD, c.r.

CONSEILS

ARMAND PAGE, c.r.
GODEFROY LAURENDEAU, c.r.
CHARLES J. GELINAS, c.r.

Suite 1200
635 ouest, boulevard Dorchester
Montréal, Québec H3B 1R9

Téléphone (514) 878-9411
Adresse télégraphique "PREMONT"
Télex 05-25202

que de détériorer rapidement les positions acquises par les entreprises sur les marchés extérieurs et de ronger leur compétitivité.

Les causes permanentes d'inflation, dont les racines sont autant sociales qu'économiques, appellent donc un combat sans relâche.

LA CONTRAINTÉ ÉNERGÉTIQUE

Bien que la consommation d'énergie par personne soit chez nous l'une des plus faibles des grands pays de l'O.C.D.E., la France est, avec l'Italie, le pays le plus dépendant, dans une zone elle-même très dépendante. Il en résulte qu'une augmentation de notre activité entraîne un accroissement des importations énergétiques plus fort que chez les principaux partenaires de la France.

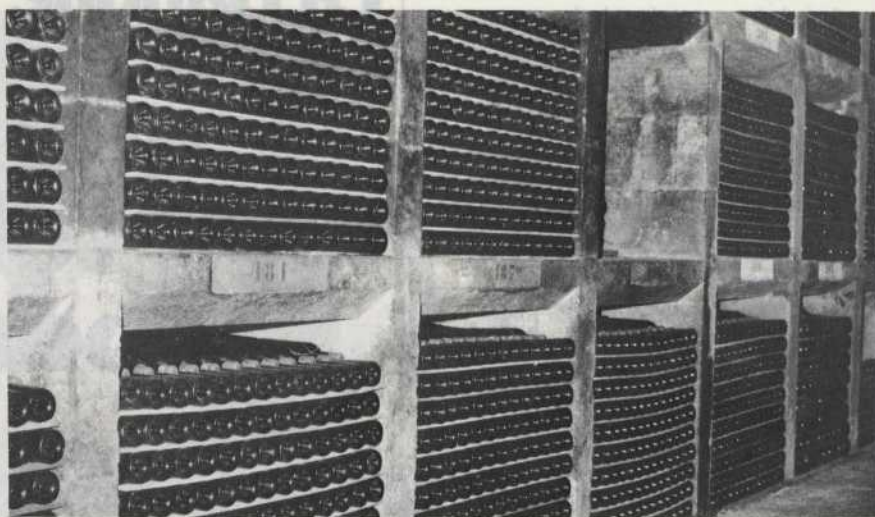
Cette situation ne peut être durablement enrayée du fait des seules faiblesses conjoncturelles du dollar. Ceci explique que la priorité retenue pour la seconde phase du VII^e Plan est la réduction de la dépendance extérieure en matière d'énergie.

A cet effet, deux programmes sont en cours d'exécution: le programme nucléaire qui devrait assurer, en 1985, la production de 55 millions de Tonnes d'équivalent pétrole (T.e.p.) et le programme d'économies d'énergie qui vise à économiser 45 millions de T.e.p., à cette même date.

Sur la base des prix actuels, ces programmes représentent plus de 20 milliards de francs d'économie, soit plus du tiers de la facture pétrolière actuelle. Il s'agit donc, à terme, d'une réduction significative de notre dépendance énergétique qui laisse cependant subsister, pendant six années environ, une période critique qui influera encore considérablement sur notre équilibre extérieur.

LA BALANCE AGRO-ALIMENTAIRE

L'évolution de ce secteur est très fluctuante. Aux très bons résultats de 1974 ont succédé des déficits importants en 1976 et 1977. Même si l'évolution en cours permet d'espérer une rétablissement de l'équilibre, la France n'est pas à l'abri de nouvelles flambées des cours de certains produits tropicaux (café et cacao notamment). De plus, nos exportations n'ont pas été facilitées par les distorsions monétaires existant au sein de la C.E.E. Le mécanisme des montants compensatoires a fonctionné



en défaveur de la France puisqu'il équivalait à une taxation supplémentaire de nos exportations.

La réduction des montants compensatoires et le projet de création d'une zone de stabilité monétaire en Europe permettent à cet égard d'envisager avec plus de confiance l'évolution de la balance agro-alimentaire.

Un effort de compétitivité devrait se porter sur les industries agro-alimentaires dont les produits, sur les marchés étrangers, sont souvent surclassés par ceux de l'Allemagne Fédérale.

D'une manière générale, à l'exception des exportations de produits de masse pour lesquels existent des marchés mondiaux (céréales, sucre), la qualité est l'élément essentiel pour le succès à l'exportation de la plupart des autres produits.

Dans ce secteur, la bataille de l'exportation se gagnera au prix d'un renforcement de la capacité des entreprises françaises à assurer l'adaptation et la promotion de leurs produits, sur un marché de plus en plus concurrentiel.

L'INÉGALITÉ DES PERFORMANCES DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE

Malgré les progrès accomplis, notre tissu industriel demeure, aujourd'hui encore, trop imprégné de tradition protectionniste: 40% seulement des entreprises de plus de 500 salariés exportent plus de 20% de leur chiffre d'affaires. L'exportation concerne aux trois quarts à peine 300 entreprises et, parmi celles-ci, les 70 premières représentent plus de 50% du total des exportations. Dans la tendance à la mondialisation des échanges extérieurs, qui ne concerne pas seulement les secteurs de

La qualité: un élément essentiel pour le succès à l'exportation.

pointe, il devient vital pour les entreprises de détenir dans leurs spécialités, ou de tenter de le faire, une part du marché international.

Or, en dehors du voisinage immédiat (70% de nos exportations se font dans un rayon ne dépassant pas 1 500 km de Paris), la part du marché tenue par les entreprises françaises n'est importante que dans certains pays africains francophones et quelques pays tels que l'Irak, la Libye et le Nigeria. Mais, dans de nombreux pays au taux de croissance élevé (Arabie, Saoudite, Mexique), notre part de marché reste inférieure à 5%. De même, notre présence dans des régions entières, comme l'Amérique du Sud et surtout l'Asie du Sud-Est, reste très insuffisante. Il en est de même pour certains pays où le revenu par habitant est élevé: pays scandinaves, Australie, Amérique du Nord.

Ce nécessaire élargissement du marché doit s'accompagner d'une multiplication du nombre des petites et moyennes entreprises qui peuvent participer à la conquête des marchés mondiaux. L'entreprise moderne, pour être à l'avant-garde du progrès technologique, doit se tenir au contact de ses concurrents directs.

Face à ces fragilités, et en dehors des aides à l'exportation conjuguées à de nombreuses actions de sensibilisation menées sur les marchés étrangers, le Gouvernement a fortement renforcé son action contre toutes les formes d'importations irrégulières.

Si la France a fait clairement choix de la liberté des échanges, en refusant l'idée-piège du protectionnisme, il n'est guère possible d'accepter l'invasion d'importations qui ne respectent

pas les règles normales de la concurrence internationale. Le Gouvernement a donc accentué son action contre toutes les pratiques de dumping et les différentes formes de détournement de trafic. Parallèlement, à travers les négociations commerciales multilatérales, la France, au sein de la Communauté, s'est attachée prioritairement à supprimer les barrières non tarifaires qui constituent l'obstacle le plus important aux échanges commerciaux avec les pays développés.

L'ouverture de son économie constitue, pour la France, comme pour la plupart des pays développés, une nécessité et une chance.

"Notre politique économique a l'architecture ogivale d'une cathédrale gothique: sa clé de voûte, c'est l'équilibre extérieur." (Michel Albert, Commissaire Général du Plan d'Équipement et de la Productivité.)

La mutation profonde qui est en train de s'effectuer fait percevoir, dans un proche avenir, l'émergence de nouveaux pays industriels qui seront certes de nouveaux concurrents mais constitueront aussi de nouveaux marchés.

Face à un monde en mouvement, les entreprises françaises ont pris conscience de l'importance de l'évolution en cours. L'amélioration du solde des échanges extérieurs est à cet égard encourageante, d'autant plus que les deux postes qui enregistrent les succès les plus marqués (biens d'équipement et services) correspondent à des activités qui connaissent les plus fortes progressions de la demande mondiale et incorporent le plus de qualifications professionnelles et de valeur ajoutée.

Ce sont là des indices qui montrent que l'appareil productif est en voie d'adaptation et tire, de l'accentuation de la concurrence internationale, une force nouvelle. □

La Banque de Montréal:

une base solide pour la



A la Banque de Montréal, nous vous préparons un plan de financement commercial complet, adapté aux besoins de votre entreprise.

Prêts à terme, maintenant avec remboursement jusqu'à 15 ans, assurance-vie facultative sur le prêt (couverture maximale: \$200 000) et refinancement ne sont que quelques-uns des services offerts.

Pour connaître tous nos services commerciaux, passez voir un de nos directeurs de succursale. Vous verrez pourquoi la Banque de Montréal, c'est du solide!



Banque de Montréal



MORRIS & MACKENZIE LIMITÉE

Montréal

Toronto

Vancouver

Courtiers d'assurances générales au Canada depuis plus de 80 ans

Correspondants :

en France: S.A. Christian de Clarens, Paris

en Grande-Bretagne: C. E. Heath & Co. (North America) Limited, Londres



LE RÔLE DE LA DÉLÉGATION GÉNÉRALE DU QUÉBEC À PARIS

par Jean Deschamps

Je suis honoré d'être accueilli aujourd'hui par la Chambre de Commerce Française au Canada. Grâce à son dynamisme remarquable, et notamment à celui de MM. Legrand et Namy, votre Chambre apporte son précieux concours à l'établissement de relations d'amitié entre la France et le Québec. Dans cette salle, je retrouve d'ailleurs avec grand plaisir plusieurs amis personnels du temps où je fréquentais votre Chambre comme sous-ministre de l'Industrie et du Commerce du Québec puis président directeur général de la Société Générale de Financement du Québec: c'était au cours de la première décennie de la coopération franco-québécoise qui a débuté à mes yeux, avec la grande exposition technologique organisée à Montréal en 1963 par le gouvernement français. Cette exposition dont avaient été exclus volontairement les produits traditionnels d'exportation comme les vins, les parfums et les livres, avait suscité beaucoup d'intérêt

chez les dirigeants et les hommes d'affaires québécois. La "France à Montréal", comme on désignait cette exposition, favorisa la diffusion des techniques françaises chez nous, provoqua la rencontre d'industriels français et québécois qui, par la suite, furent à l'origine de plusieurs réalisations industrielles importantes et bénéfiques pour nos deux pays.

Quinze ans se sont écoulés. Me voici maintenant en poste en France, à la direction de la première et de la plus importante des représentations du Québec à l'étranger par son rôle, son rayonnement et ses effectifs.

À l'exception d'un agent général du Québec nommé à New York en 1942, la délégation de Paris fut en effet la première à voir le jour en 1961. Son ouverture fut décidée dans le climat de cet important effort de renouveau et d'affirmation collective qu'a été la

"Révolution Tranquille". Alors que l'Etat québécois avait entrepris d'exercer pleinement sur son territoire l'ensemble de ses compétences, il était normal et conforme à l'esprit de la constitution qu'il veuille en assurer le prolongement à l'extérieur. Le gouvernement canadien a d'ailleurs appuyé cette initiative et concouru à toutes les négociations qui ont présidé à l'ouverture de la délégation, à l'obtention d'un statut diplomatique en 1965 et à la signature des ententes franco-québécoises de 1964 et de 1965 qui constituent la toile de fond des relations franco-québécoises. C'est en raison de nos affinités particulières avec ce pays que nous nous sommes d'abord implantés en France. La délégation a, par la suite, servi de modèle aux autres qui dès 1962, à Londres puis ailleurs en Europe, en Amérique et en Asie, sont venues appuyer la volonté du Québec de s'ouvrir sur le monde.

Le statut de la délégation lui permet d'entretenir des liens directs avec l'Etat français, de traiter sans intermédiaire toute question d'intérêt commun avec le ministre des Affaires Étrangères, le gouvernement et l'administration, comme le font les ambassades de pays souverains.

Comme le consulat général de France à Québec, qui jouit également d'un statut exceptionnel, la délégation de Paris constitue un relais essentiel dans cette communication permanente qu'ont voulu maintenir et développer entre eux tous les gouvernements qui se sont succédés à Paris comme à Québec. C'est dans ce cadre général que la délégation est appelée, et c'est là sa fonction première, à faire connaître le Québec dans son ensemble, à expliquer au gouvernement et à l'opinion publique de France, son évolution, les politiques et les projets du gouvernement, particulièrement ceux qui auront une influence décisive sur l'avenir du peuple québécois. Au cours de la période d'histoire que nous vivons ou des choix fondamentaux sont proposés aux citoyens, cette fonction d'information, d'explication et de sensibilisation prend un relief tout particulier. Il est en effet de la responsabilité des fonctionnaires, particulièrement de ceux qui travaillent à l'étranger, d'expliquer les options et les politiques fondamentales de leur gouvernement.

Si l'on en juge par l'accueil tout à fait exceptionnel et chaleureux réservé

Allocution prononcée devant les membres de la Chambre de Commerce Française au Canada le 23 novembre 1978 à Montréal par M. Jean Deschamps, Délégué Général du Québec en France.



il y a à peine un an au premier ministre Lévesque par les autorités françaises, par les députés et les sénateurs de toutes tendances, par la presse et l'opinion publique de ce pays, si on se base sur les témoignages quotidiens d'amitié que nous recevons de tous les coins de France, on mesure le chemin parcouru. En moins de vingt ans, l'ignorance, l'indifférence et les préjugés qui existaient de part et d'autre, ont cédé la place à une sympathie, à une estime à peu près générales et à une connaissance de la réalité de nos deux pays qui souvent nous surprend et nous ravit. Ce rapprochement rapide entre nos deux peuples provient largement d'initiatives individuelles, du développement du tourisme, de la meilleure diffusion de nos produits, du rayonnement de nos cultures mais aussi de ces milliers de missions et de stages organisés dans le cadre des relations franco-québécoises pour les citoyens de toutes origines et de toutes professions. C'est là un résultat non négligeable de cette coopération qui, en silence, d'année en année, jette des ponts sur cet océan qui ne nous sépare plus tout à fait.

Pour mener à bien cette vaste entreprise, et accomplir les multiples tâches qui nous sont confiées, je suis entouré de 85 personnes dont une bonne moitié de québécois. Ils doivent repré-

senter le Québec et traiter toute question qui intéresse le gouvernement, ses ministères, les organismes publics, les entreprises et les citoyens. La délégation se veut un instrument polyvalent à la disposition de tous les québécois.

Aux fonctions de relation politique, de représentation et d'information dont j'ai parlé, s'ajoutent celles de la coopération éducative, culturelle, technique et économique, du tourisme, de l'immigration, etc...

Je ne retiendrai aujourd'hui que l'économie et la coopération éducative.

La France et le Québec appartiennent à des blocs économiques distincts. De ce fait, leurs rapports ont toujours été sommaires. Sans doute, la France importe depuis longtemps des matières premières du Québec et y vend des produits de consommation courante particulièrement des livres, des parfums, des vins et des alcools. Au lendemain de la dernière Guerre Mondiale la France reconstruit son industrie, et se tourne vers ses associés africains puis, après le traité de Rome, vers l'Europe. Le Québec développait ses relations commerciales surtout avec le reste du Canada et les Etats-Unis.

A l'occasion du rapprochement entre la France et le Québec, il apparaît évident qu'il faut accomplir davantage dans le domaine économique. Dès son ouverture, la délégation dispose donc d'un conseiller économique chargé d'intéresser au Québec les milieux d'affaires français. Un accord est signé entre l'ASTEF (ACTIM)* et le gouvernement du Québec. Il vise à favoriser les échanges d'industriels, de cadres et de techniciens de la petite et de la moyenne entreprise. C'est le début de ce programme d'échanges qui depuis lors a permis à des milliers d'hommes d'affaires et de cadres de prendre contact avec la réalité économique de l'autre pays. Informatex, organisme issu de ce programme vient compléter ces échanges par une documentation française et une banque automatisée d'information technique et scientifique à la disposition des québécois.

L'intégration à l'Hydro-Québec des entreprises privées d'électricité et l'aménagement des bassins des rivières Manicouagan et Outardes ont donné lieu à plusieurs actions communes, notamment l'équipement de nouvelles centrales de turbines et de génératrices Alsthom-Neypic fabriquées ensuite sous licence, par Marine Industries. La Société Générale de Financement, dont plusieurs banques françaises sont ac-

tionnaires, créée avec la Compagnie Générale d'Électricité "Cégelec Industries", fabricant d'appareillage électrotechnique, et plus tard Cégelec Entreprises, qui acquiert Checo puis Bédard-Girard, entrepreneur et fabricant de matériels de lignes de transport d'énergie. Hydro-Québec et Électricité de France entreprennent une collaboration qui les mènera à la conclusion, en 1968, d'un protocole d'accord de coo-



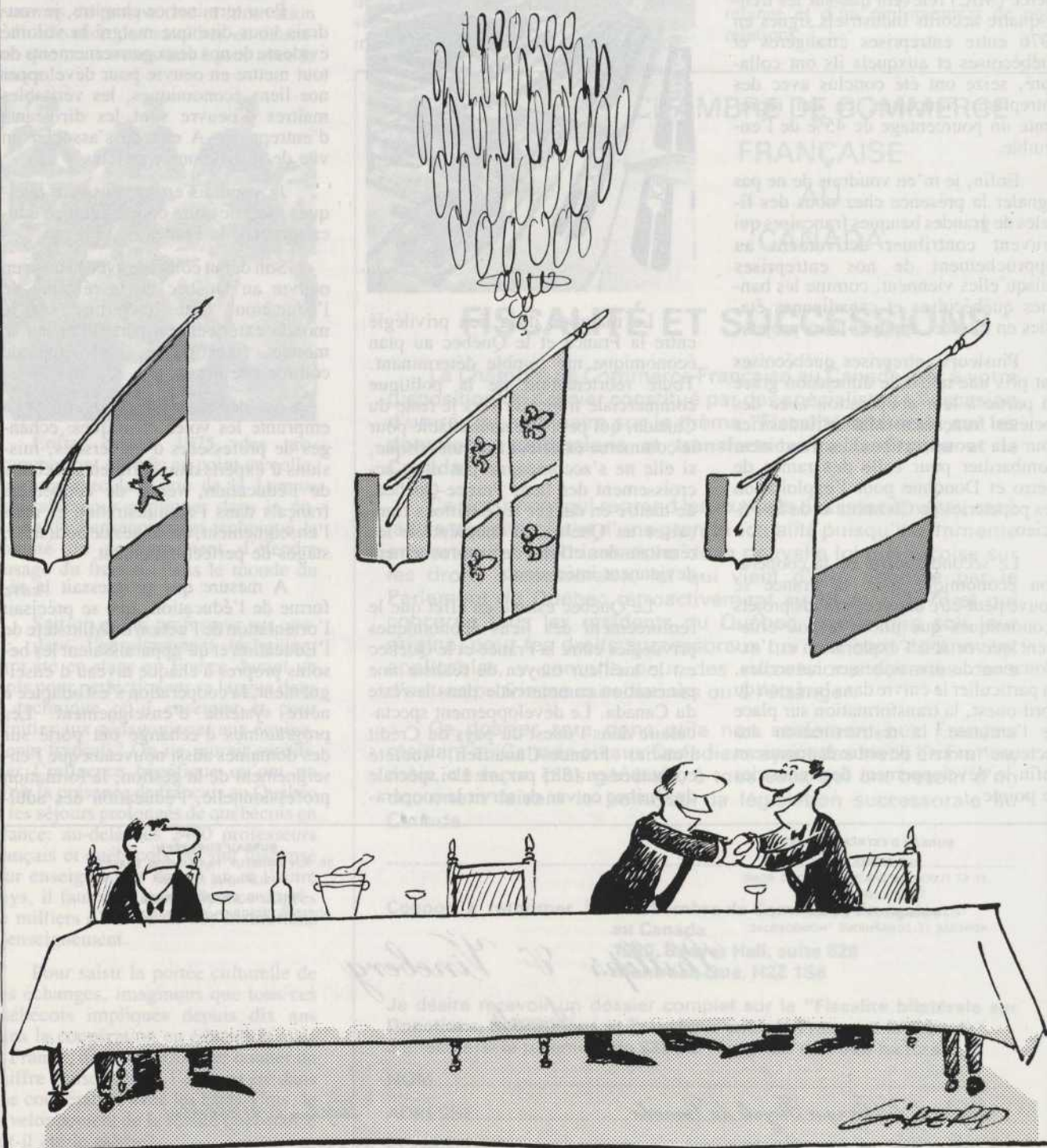
pération technique. L'Hydro-Québec, équipe maintenant les centrales de la Baie James et contribue de façon significative au développement des sociétés nées de la coopération.

La construction du métro de Montréal est aussi l'occasion d'une percée importante de la technique française, largement diffusée par l'exposition universelle de 1967. Les rapports établis à cette époque entre les industriels français et québécois ont eu des suites comme les accords récents signés entre Bombardier et des firmes françaises détentrices des brevets pour la construction des nouveaux équipements du métro. Ces associations deviennent les gages pour demain d'initiatives industrielles des plus prometteuses.

Au même moment, d'autres secteurs font l'objet d'une nouvelle percée française. Ainsi, Lafarge implante une cimenterie à Saint-Constant avant de prendre le leadership de cette industrie au Canada en rachetant Canada Cement. Bastos, de Louiseville, introduit au Québec et au Canada la "Gitane" et la "Gauloise", puis avec des partenaires d'ici, lance la mise en marché de la "Québécoise". Dans la construction, la société routière Colas rejoint au Québec les grands travaux de Marseille (Janin), Camus et Dumez. Les aciéries de Gennevilliers tentent de commercialiser en Amérique leurs procédés

* Agence pour la Coopération Technique, Économique et Industrielle.

**... LE GOUVERNEMENT CANADIEN A APPUYÉ CETTE INITIATIVE ET
CONCOURU À TOUTES LES NÉGOCIATIONS QUI ONT PRÉSIDÉ
À L'OUVERTURE DE LA DÉLÉGATION, À L'OBTENTION D'UN STATUT
DIPLOMATIQUE EN 1965 ET À LA SIGNATURE DES
ENTENTES FRANCO-QUÉBÉCOISES .**



alumino-thermiques de soudure des rails.

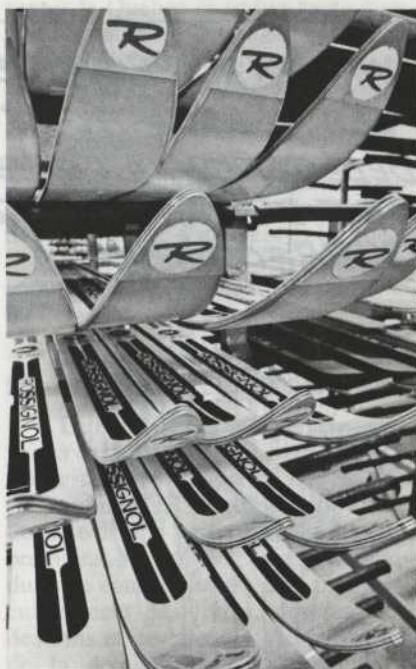
Rappelons également l'implantation à Granby, de la société Leroy-Somer suivie dans la région par d'autres entreprises françaises, telles que les Skis Rossignol Canada Ltée, Promecam, Line Canada, et Manutair.

Les services internationaux du Ministère de l'Industrie et du Commerce (MIC) relèvent que sur les trente-quatre accords industriels signés en 1976 entre entreprises étrangères et québécoises et auxquels ils ont collaboré, seize ont été conclus avec des entreprises françaises, ce qui représente un pourcentage de 45% de l'ensemble.

Enfin, je m'en voudrais de ne pas signaler la présence chez nous des filiales de grandes banques françaises qui peuvent contribuer activement au rapprochement de nos entreprises puisqu'elles viennent, comme les banques québécoises et canadiennes établies en France, appuyer leurs projets.

Plusieurs entreprises québécoises ont pris une nouvelle dimension grâce en partie à leur coopération avec des sociétés françaises: Marine Industries pour la construction des turbines, Bombardier pour celle des rames de métro et Donohue pour l'exploitation des papeteries de Clermont et de St-Félicien.

Le second souffle de la coopération économique avec la France se trouve peut-être dans ces grands projets économiques que pilote le gouvernement que ce soit l'exploration et l'exploitation de nos richesses naturelles, en particulier le cuivre dans la région du nord-ouest, la transformation sur place de l'amiante, la restructuration des secteurs "mous" de notre économie et enfin le développement des industries de pointe.



Le maintien d'un lien privilégié entre la France et le Québec au plan économique me semble déterminant. Toute réorientation de la politique commerciale française vers le reste du Canada, qui peut être souhaitable pour le commerce extérieur français, risque, si elle ne s'accompagne pas d'un accroissement des liens France-Québec, de mettre en danger les positions françaises au Québec au moment où les résultats des efforts de rapprochement deviennent intéressants.

Le Québec estime en effet que le renforcement des liens économiques privilégiés entre la France et le Québec est le meilleur moyen de réaliser une pénétration commerciale dans le reste du Canada. Le développement spectaculaire dans l'ouest du pays du Crédit Foncier Franco-Canadien, société constituée en 1885 par une Loi spéciale du Québec en vue de servir la coopéra-

tion franco-québécoise, est certainement exemplaire. La découverte par Mokta et Pechiney de gîtes minéraux dans les Provinces de l'Ouest où la Colombie-Britannique survient dans le prolongement d'une implantation première au Québec. La plupart des sociétés françaises au Québec visent bien sûr, au-delà du marché québécois, celui du Canada et plus généralement celui des Etats-Unis.

Pour terminer ce chapitre, je voudrais vous dire que malgré la volonté évidente de nos deux gouvernements de tout mettre en oeuvre pour développer nos liens économiques, les véritables maîtres d'oeuvre sont les dirigeants d'entreprises. A eux de s'associer en vue de réalisations concrètes.

Je voudrais enfin vous dire quelques mots de notre coopération en éducation avec la France.

Son début coïncide avec la mise en oeuvre au Québec de la réforme de l'éducation. Cette ouverture sur le monde extérieur, en particulier sur le monde francophone, est apparue comme une nécessité.

Au départ, cette coopération a emprunté les voies classiques: échanges de professeurs d'universités, missions d'experts dans différents secteurs de l'éducation, venue de coopérants français dans l'administration et dans l'enseignement, échanges de boursiers, stages de perfectionnement.

A mesure que progressait la réforme de l'éducation, que se précisait l'orientation de l'action du Ministère de l'Education et qu'apparaissaient les besoins propres à chaque niveau d'enseignement, la coopération s'est adaptée à notre système d'enseignement. Les programmes d'échange ont porté sur des domaines aussi nouveaux que l'enseignement de la gestion, la formation professionnelle, l'éducation des adul-

BUREAU D'EXTRÊME-ORIENT:

ALEXANDRA HOUSE
31 ST FLOOR, 20 CHATER RD, HONG KONG
TÉLÉPHONE 5-251202
TÉLEX NO. 802-74073 "AMLAW" HX
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE "HONGOBSJAC"

BUREAU EUROPÉEN:

36, RUE MARBEUF, PARIS 75008, FRANCE
TÉLÉPHONE 720-3357
TÉLEX NO. 640236 "PAROBSJ"
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE "PAROBSJAC"

Phillips & Vineberg
Avocats

*Edifice de la Banque Royale du Canada
1, Place Ville Marie, Montréal H3B 2A5*

Téléphone (514) 866-8544

Télex No. 05-25587 - Adresse télégraphique "Olyjac"

tes, l'aménagement de la technologie en éducation, cela en vue de rechercher une synthèse originale entre les deux grands courants de civilisation dans lesquels l'histoire et la géographie ont placé les québécois.

Enfin, puisque l'éducation est essentiellement tournée vers l'avenir, nous avons cherché à intégrer la technologie moderne à son développement spécifique: c'est là le sens des programmes de prospective et innovation et d'utilisation des satellites en éducation que nous avons mis à jour avec la France.



Enfin, depuis 1975, des programmes ont été mis au point en collaboration avec la Régie de la Langue Française pour appliquer dans le domaine de l'enseignement technique la volonté du gouvernement d'étendre l'usage du français dans le monde du travail.

Sait-on qu'un professeur sur quatre, dans l'enseignement technique, aura été en stage en France durant un mois pour perfectionner sa langue dans la technique qu'il enseigne et pour s'initier aux pédagogies et aux équipements français? On ne saurait surestimer l'influence bénéfique qu'ont pu avoir la présence de français au Québec et les séjours prolongés de québécois en France: au-delà des 2400 professeurs français et québécois qui ont dispensé leur enseignement dans l'un et l'autre pays, il faut voir leur influence auprès de milliers d'élèves de nos institutions d'enseignement.

Pour saisir la portée culturelle de ces échanges, imaginons que tous ces québécois impliqués depuis dix ans dans la coopération en éducation avec la France, disons 8.000 pour donner un chiffre conservateur, l'eussent été dans une coopération avec les Etats-Unis, le développement de la réalité québécoise eut-il été le même?

J'aurais souhaité pouvoir exami-

ner avec vous d'autres domaines dans lesquels nous travaillons quotidiennement en vue de nouer des liens avec la France. J'aurais aimé vous faire part des résultats souvent impressionnants auxquels nous sommes parvenus. J'en ai cependant dit assez, je crois, pour que vous soyez conscients que ce que nous avons entrepris il y a 17 ans maintenant est à plusieurs égards un exemple de ce qui peut être réalisé d'égal à égal entre deux peuples. Nous n'en sommes, bien sûr, qu'au début, mais je crois que nous irons beaucoup plus loin ensemble, que

l'histoire nous conduit nécessairement, malgré les distances qui nous séparent, à entreprendre des choses en commun, ici, en France, et ailleurs.

Le Québec aura le plaisir et l'honneur d'accueillir dans quelques semaines le Premier Ministre de France. Je suis convaincu que, non seulement Monsieur Barre sera accueilli par l'ensemble des québécois, mais également que ce voyage sera l'occasion d'une relance et d'un renforcement de nos relations. □



CHAMBRE DE COMMERCE FRANÇAISE AU CANADA

FISCALITÉ ET SUCCESSIONS

La Chambre de Commerce Française au Canada met à votre disposition un dossier constitué par des spécialistes à l'occasion d'un récent séminaire sur le thème **"Fiscalité bilatérale sur les donations, successions et transferts entre la France et le Canada"**.

Ce document qui reprend les exposés des intervenants, est à la fois très complet et d'une grande actualité puisqu'il commente en particulier les orientations de la nouvelle loi québécoise sur les droits successoraux, loi qui vient d'être adoptée par le Parlement du Québec rétroactivement au 18 Avril 1978 et qui concerne tous les résidents du Québec, quelle que soit leur origine, pour les droits successoraux qui leur sont dorénavant applicables, y compris pour des successions ouvertes dans d'autres provinces canadiennes ou à l'étranger.

Ce dossier sera donc utile non seulement aux Français résidant au Canada ou aux Canadiens ayant des biens en France, mais, de façon plus générale, à tous ceux qui ont besoin d'un document faisant le point sur la législation successorale au Canada.

**Coupon à retourner à: La Chambre de Commerce Française
au Canada
1080, Beaver Hall, suite 826
Montréal, Qué. H2Z 1S8**

Je désire recevoir un dossier complet sur la **"Fiscalité bilatérale sur Donations, Successions et Transferts entre la France et le Canada"**.
J'effectuerai le paiement de \$35 sur réception de votre facture.

NOM.....

ADRESSE.....

CODE POSTAL..... TELEPHONE.....



CREDIT LYONNAIS

CANADA LIMITÉE

offre une gamme complète de services financiers aux entreprises

Par exemple:

- ☐ Ouvertures de compte courant avec délivrance de chèquiers en dollars canadiens et en dollars américains;
- ☐ Lignes de crédit à court terme et à moyen terme;
- ☐ Financements d'importations ou d'exportations;
- ☐ Financements de projets.

MONTREAL

1 Place Ville Marie, Suite 1525

Tél.: (514) 879-1090

Telex: 05-25 245

TORONTO

Royal Bank Plaza, South Tower, Suite 2875

Tél.: (416) 865-0100

Telex: 06-52 396

FILIALE DU CRÉDIT LYONNAIS

(fondé en France en 1863)



CANADA EUROPE AFRIQUE MOYEN-ORIENT

IMPORTATEURS EXPORTATEURS DISTRIBUTEURS

scac transport canada inc.

met à votre disposition ses services

GROUPAGE

FRET AÉRIEN

FRET MARITIME

PORTE À PORTE

ainsi que son réseau

SCAC TRANSPORT INTERNATIONAL

Montréal:

620 rue St-Jacques Ouest

suite 410, Montréal, Qué.

Phone: (514) 288-8956

Télex: 055 603 14

Toronto:

159 Bay Street

suite 216, Toronto, Ont.

Phone: (416) 367-9160

Télex: 06-23822

établi dans

45 PAYS



Le saviez-vous...?

Y aviez-vous pensé...?

LE DROIT ET VOS AFFAIRES

La chronique de Me Raymond Lette
(Montréal & Paris)

Au Canada, on utilise différents termes, tels que chèque "visé", "certifié", "accepté", pour désigner la création d'un lien direct entre le banquier et le bénéficiaire. En apposant son acceptation sur un chèque, le banquier s'engage à l'honorer. Le bénéficiaire est ainsi mis à l'abri de l'absence de provision. Il n'en est pas toujours ainsi en France et le présent article a pour principal objectif de familiariser le lecteur avec certains aspects du droit cambiaire français.

Voici comment les choses se passent en France. Le visa du banquier apposé au recto du chèque, assure son bénéficiaire de l'existence d'une provision suffisante au moment de l'émission du chèque. Mais pour que cette provision soit effectivement bloquée au profit du porteur, il lui faudra obtenir un chèque "certifié". En général, il s'agira d'une mention apposée au

moyen d'un procédé mécanique de marquage ou d'impression indélébile. De ce fait, le bénéficiaire a un recours direct contre le banquier, alors que le chèque "visé" se réduit à un simple renseignement, dont l'utilité est plus que discutable.

Ces renseignements seront mieux compris en rappelant que le chèque est assimilé à de l'argent comptant, et que l'émission d'un chèque sans provision constitue en soi un délit pénal. Il convient de constater que nombre de procès débutent par l'exposé du Président du Tribunal correctionnel qui traite l'inculpé de "faux-monnayeur". Cette conception du chèque a pour corollaire qu'il est formellement interdit de postdater ou d'antidater un chèque. En droit canadien, au contraire, le chèque n'est qu'une lettre de change tirée non pas sur un particulier mais sur une banque. Par conséquent, à moins d'être

un élément constitutif du délit d'escroquerie, le chèque non honoré par le tiré (en l'occurrence la banque) n'entraîne aucune conséquence pénale.

Le délai habituel de présentation d'un chèque est de huit jours, sauf pour ceux qui sont émis hors de la France métropolitaine et qui doivent être présentés dans les vingt jours si le lieu de l'émission est situé en Europe ou dans un pays riverain de la Méditerranée, et de soixante-dix jours dans les autres cas.

Important: le protêt est de règle pour sauvegarder les droits du bénéficiaire, sous peine de la perte de son recours aussi bien contre le tireur, que contre les endosseurs.

Les mots n'ont pas partout la même signification et souvent nous croyons que nous savons, alors qu'en fait nous ne faisons que "croire"...

Maheu, Noiseux & Associés

comptables agréés

2 Complexe Desjardins, bureau 2600, C.P. 153,
Montréal H5B 1E8, tél.: (514) 281-1555

SOCIÉTÉ NATIONALE: COLLINS BARROW, avec bureaux à Vancouver, Calgary, Edmonton, Winnipeg, Toronto et Halifax; AFFILIATION INTERNATIONALE: DOUGLAS FOX KIDSONS INTERNATIONAL

J. Emile Maheu, C.A.
René Senécal, C.A.
Antonio R. Faggiolo, C.A.
Jacques Franco, C.A.
Gaétan D'Aoust, C.A.
Jean-Claude Lefebvre, C.A.
Denis Bergeron, C.A.
Roméo Grenier, C.A.

Paul Noiseux, C.A.
Guy Amidéneau, C.A.
Georges Audet, C.A.
Michel Riccio, C.A.
Regent Watier, C.A.
Yvon Boyer, C.A.
Robert Deslauriers, C.A.
Gilles Murray, C.A.

Bernard Robert, C.A.
Marcel Demers, C.A.
André Côté, C.A.
Michelle Hardy, C.A.
Gaétan Veronneau, C.A.
Pierre Desharnais, C.A.
Pierre Laberge, C.A.
Charles Frenette, C.A.

Pierre Bédard, L.L.L., C.A.
Guy Landry, C.A.
Gilles Poupart, C.A.
Claude D. Henry, C.A.
Jean-Claude Bérard, C.A.
Yves Robitaille, C.A.
Robert Leclerc, C.A.

Marcel Hurtubise, C.A.
André Rochette, C.A.
Lucien Jarry, C.A.
Marcel Lecourt, C.A.
Gilles Émond, C.A.
Jean-Guy Cloutier, C.A.
Alain Laporte, C.A.

Jean-Pierre Pellerin, C.A.
Gilles Guay, C.A.
Serge Lavallée, C.A.
Marcel Forest, C.A.
Carole Bélanger, C.A.
Jean Ouellette, C.A.
Claude Senécal, C.A.
Pierre Barbeau, C.A.

André Bastien, C.A.
Jacques Tremblay, C.A.
Julien Fauteux, C.A.
Johanne Blanchard, C.A.
Richard Dalcourt, C.A.
Gilles Tremblay, C.A.
Marc Brouillette, C.A.
Michel Drouin, C.A.

André Bernard, C.A.
Pierre Dalcourt, C.A.
Claude Girard, C.A.
Jean-Claude Coutu, C.A.
Rémi Deschambault, C.A.
Yvon Béchard, C.A.
Paul Guay, C.A.

Claude Lussier, C.A.
Adamo Di Staulo, C.A.
Raymond Houle, C.A.
Gilles Simard, C.A.
Diane Lanciault, C.A.
Louise Cousineau, C.A.
Robert Longtin, C.A.

Gilbert Beaulne, C.A.
Jacques Larichellière, C.A.
André Hurtubise, C.A.
Gilles Gariépy, C.A.
Guy Lapointe, C.A.
Claude Dussault, C.A.
Gérard Gareau, C.A.

Adonias Dagenais, C.A.
Rodolphe Maheu, C.A.

Jean Lussier, C.A.
Aurélien Noël, C.A.

Roger Lyonnais, C.A.
Jean Valiquette, C.A.

Notre personnel
a bien des façons
de vous dire
"bienvenue,
bienvenue".

Le service personnalisé du Ritz commence par le choix d'aliments de première qualité pour la haute cuisine de nos grands restaurants.



Du directeur général aux femmes de chambre, tout le personnel désire et fait tout pour que votre séjour au Ritz Carlton soit le plus agréable possible. Mais c'est là une tradition au Ritz. C'est sans doute pourquoi, depuis des générations, le nom Ritz est synonyme d'accueil chaleureux et de service absolument impeccable. Situé à quelques pas seulement du quartier des affaires et des divertissements, l'élégant Ritz Carlton compte quelques-uns des plus grands restaurants de la ville. Mentionnons le Café de Paris, le Bar Maritime et le Jardin du Ritz, un restaurant-terrasse unique en son genre! Communiquez avec le Ritz Carlton ou votre agent de voyages.



Ritz·Carlton
Bienvenue, bienvenue au Ritz.
1228 ouest, rue Sherbrooke Montréal, Qué.
Tél.: (514) 842-4212

Affiliated
CUSTOMS BROKERS LIMITED

**COURTIER EN DOUANE
DESSERVANT LE PAYS TOUT ENTIER**



**TRANSITAIRES INTERNATIONAUX.
RÉCLAMATIONS, DRAWBACKS.
CONSULTATIONS
DOUANE ET TRANSPORT.
SERVICE PAR CONTENEURS.
RÉMISSIONS.
PERMIS D'IMPORTATION ET
D'EXPORTATION.**

**ADMINISTRATION
450 RUE STE HÉLÈNE
MONTRÉAL QUÉBEC H2Y 2L2**

**TORONTO
364-9596**

**MONTRÉAL
.845-1211**

**HALIFAX
422-1256**

**SERVICE PROFESSIONNEL
À VOTRE DIMENSION**

TELEX: 05-25177

CABLE "AFFORWARD"

Depuis
plus de 50 ans

Poulenc LIMITÉE

fabricant
de spécialités
pharmaceutiques

apporte
son concours
à la lutte incessante
contre la maladie





Notre chronique fiscale

LES RÉGIMES ENREGISTRÉS D'ÉPARGNE-RETRAITE

De l'épargne à impôt reporté

par Alain Paris*

Un moyen simple et efficace d'accumuler des sommes en vue de la retraite est de souscrire à un régime enregistré d'épargne-retraite. En effet, les contributions versées à un tel régime sont déductibles dans l'établissement du revenu pour fins fiscales. De plus, les revenus tirés des sommes investies dans un régime enregistré d'épargne-retraite sont exonérés d'impôt tant qu'ils demeurent dans le régime.

Le but avoué de l'instauration des régimes enregistrés d'épargne-retraite est donc d'amasser les ressources financières nécessaires pour assurer la sécurité financière du bénéficiaire quand l'âge de la retraite arrivera. Pour procurer l'encouragement essentiel à la réalisation d'un tel objectif, le législateur a donc pensé mettre sur pied des mécanismes qui permettraient d'investir des capitaux dans un régime exonéré d'impôt, autant pour les contributions versées périodiquement que pour les revenus gagnés par les sommes investies dans le régime.

De tels régimes n'éliminent pas complètement les impôts sur le revenu: ils reportent plutôt l'impôt dans le futur, au moment où les bénéficiaires décideront de retirer les sommes accumulées dans ces régimes.

À une époque où, plus particulièrement au Québec, les impôts atteignent des niveaux prohibitifs, les particuliers devraient sans doute exploiter au maximum toutes les possibilités offertes par le truchement des régimes enregistrés d'épargne-retraite.

Les contributions

Tout particulier qui a du "revenu gagné" (i.e., principalement, du salaire, du revenu d'entreprise, de profession et de loyer) peut contribuer à un régime enregistré d'épargne-retraite.

Le montant maximum de contribution déductible pour 1978 est le moindre de \$5,500 ou 20% du revenu gagné. Toutefois, si le particulier était

membre d'un fonds de pension chez son employeur durant l'année, le montant total déductible combiné pour les contributions versées au régime de pension et au régime enregistré d'épargne-retraite s'élèvera au moins de \$3,500 ou 20% du revenu gagné. Finalement, au Québec, si le particulier est membre d'un régime différé de participation aux bénéfices mis sur pied par son employeur, le montant maximum de contribution sera également limité au moins de \$3,500 ou 20% du revenu gagné.

Depuis 1974, un particulier marié peut choisir, à son entière discrétion, de consacrer la totalité ou une partie de ses propres contributions, dans les limites que l'on vient d'établir, pour le bénéfice d'un régime enregistré d'épargne-retraite dont son conjoint sera le bénéficiaire. Cette possibilité supplémentaire ne permet pas d'augmenter la totalité des sommes versées à un régime enregistré d'épargne-retraite; cependant, il s'agit d'un outil de planification avantageux pour fractionner le revenu entre les conjoints. En effet, les implications fiscales d'une telle stratégie peuvent résulter en des économies d'impôt intéressantes comme on le verra plus tard. Que l'on songe, par exemple, à l'époque où les fonds seront retirés du régime.

En plus des limites que l'on vient d'indiquer, d'autres genres de revenus peuvent être investis dans un régime enregistré d'épargne-retraite, sans affecter le montant des contributions annuelles déterminées au préalable. Plus particulièrement, on peut investir dans un régime enregistré d'épargne-retraite des sommes qui proviennent d'une allocation de retraite, d'un fonds de pension ou d'un régime différé de participation aux bénéfices; ces contributions spéciales ne viendront nullement réduire le montant des contributions annuelles permises, même si elles se font en franchise d'impôt.

Si un particulier emprunte des

fonds pour financer des contributions à un régime enregistré d'épargne-retraite, les intérêts payés sur ces fonds empruntés constitueront des frais financiers déductibles dans l'établissement du revenu du particulier. Toutefois, il est à noter que de tels frais financiers ne sont déductibles que si les fonds sont utilisés pour le propre régime enregistré d'épargne-retraite du particulier et non pas pour les contributions versées au régime instauré pour le compte de son conjoint.

Date des contributions

Pour que les contributions soient déductibles, elles doivent être versées au régime dans l'année ou dans les soixante jours qui suivent la fin de l'année civile.

Pour l'année 1978, il faudra donc que les contributions soient versées au plus tard le 1er mars 1979. Autrement, elles ne seront déductibles que pour l'année d'imposition 1979.

Généralement, les contributions versées en janvier et en février d'une année par un particulier peuvent, à son choix, être déduites pour l'année où les contributions ont été versées ou pour l'année précédente.

Implications fiscales des retraits d'un régime enregistré d'épargne-retraite

Les sommes retirées d'un régime enregistré d'épargne-retraite doivent être ajoutées aux autres revenus du bénéficiaire dans l'année du retrait.

Jusqu'en 1978, le seul autre choix disponible pour les fonds qui provenaient d'un régime enregistré d'épargne-retraite était d'investir le produit du régime dans une rente viagère, auprès d'une compagnie d'assurance-vie, avant d'atteindre l'âge de soixante-et-onze ans.

* Associé responsable du service de la fiscalité, cabinet Ernst & Ernst, Montréal.

Depuis 1978, deux autres choix sont disponibles pour les bénéficiaires de régimes enregistrés d'épargne-retraite.

La première possibilité est l'achat d'une rente viagère à échéance fixe qui permet des versements échelonnés jusqu'à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

La seconde possibilité permet au bénéficiaire de placer les sommes qui proviennent d'un régime enregistré d'épargne-retraite dans un nouveau fonds appelé "Fonds enregistré de revenu de retraite". Chaque année, une partie déterminée du total investi dans le fonds (i.e., capital et intérêts gagnés) est versée au bénéficiaire et devient alors imposable dans ses mains à titre de revenu. Les prestations versées annuellement sont déterminées par une formule permettant que des prestations soient disponibles jusqu'à l'âge de quatre-vingt-dix ans pour le bénéficiaire. Les paiements annuels augmentent suivant le rendement du fonds, ce qui assure une certaine protection contre l'inflation future.

La conversion d'un régime enregistré d'épargne-retraite en une rente viagère à échéance fixe ou en un fonds enregistré de revenu de retraite doit intervenir entre les âges de soixante et soixante-et-onze ans du particulier.

Les institutions financières autorisées à établir des régimes enregistrés d'épargne-retraite peuvent maintenant offrir des rentes à échéance fixe et des fonds de revenu de retraite. Jusqu'en 1978, il s'agissait d'un champ d'activité réservé aux compagnies d'assurance-vie et de fiducie.

Quand un particulier a versé des contributions au régime enregistré d'épargne-retraite de son conjoint, si le régime est annulé avant échéance, les montants déductibles contribués au régime dans l'année et au cours des deux années antérieures à l'annulation doivent être inclus dans le revenu de l'auteur du transfert et non pas dans le revenu du bénéficiaire du transfert. Cependant, pour les contributions antérieures à trois ans ou encore si le régime se rend à échéance, les contributions versées dans un régime pour le bénéfice du conjoint peuvent constituer un moyen de planification fiscale efficace. En effet, les sommes retirées du régime, compte tenu de la restriction mentionnée plus tôt, seront imposables dans les mains du conjoint bénéficiaire qui aura normalement un taux d'imposition inférieur à celui de l'auteur du transfert. Également, quand le bénéficiaire d'un tel régime a atteint l'âge de soixante-cinq ans, les sommes qui proviennent d'un régime enregistré d'épargne-retraite ouvrent droit à la déduction pour pension et, ainsi, les premiers \$1.000 reçus du régime sont encaissés en franchise d'impôt. Il s'agit donc d'une technique valable pour fractionner efficacement le revenu entre les conjoints.

Les principaux avantages rattachés à un régime enregistré d'épargne-retraite sont les suivants:

- les contributions versées au régime, à l'intérieur des limites statutaires, sont déductibles pour fins d'impôt sur le revenu;
- les sommes investies dans ce régime produisent des revenus

exonérés d'impôt aussi longtemps que les fonds demeurent dans le régime;

- à l'échéance, le bénéficiaire devrait donc posséder des ressources financières supérieures à cause des franchises d'impôt sur les contributions versées et sur les revenus gagnés;
- finalement, un avantage supplémentaire découle de la possibilité que les fonds encaissés à la maturité du régime seront peut-être imposés à un taux moins élevé que le taux au moment où les contributions ont été versées.

Les régimes enregistrés d'épargne-retraite présentent des possibilités de planification financières et fiscales intéressantes. Toutefois, le choix d'un régime particulier demeure une décision d'investissement importante. À cet égard, il est donc impérieux d'étudier toutes les caractéristiques des régimes offerts par les institutions financières spécialisées dans ce domaine.

Il faut s'interroger, plus particulièrement, sur les coûts rattachés à l'acquisition, à l'administration et à l'annulation d'un régime; il faut connaître le taux de rendement réel sur les fonds investis dans le régime; il faudra juger l'importance relative et les coûts spécifiques des régimes qui contiennent de l'assurance-vie. Finalement, le régime choisi devra offrir la flexibilité et la souplesse nécessaires pour satisfaire aux exigences actuelles et futures de l'investisseur.

STIKEMAN, ELLIOTT, TAMAKI, MERCIER ET ROBB

AVOCATS

SUITE 3900, 1155 OUEST, BOULEVARD DORCHESTER

MONTREAL, CANADA H3B 3V2

TÉLÉPHONE (514) 395-3210 TÉLEX 05-267316

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE "TAXMONT" TÉLÉCOPIEUR (514) 395-2867

H. HEWARD STIKEMAN, C.R.
JAMES A. ROBB, C.R.
STANLEY H. HARTT
MICHEL VENNAT
RICHARD W. POUND
YVON MARTINEAU
MARC PRÉVOST
ELINORE J. RICHARDSON
GLENN A. CRANKER
H. PETER TURNER
JAMES A. WOODS
HÉLÈNE DESLAURIERS

R. FRASER ELLIOTT, C.R.
MAURICE RÉGNIER, C.R.
MICHAEL L. RICHARDS
MORTIMER G. FREIHEIT
GÉRALD TREMBLAY
PAUL FORTIN
CLAUDETTE PICARD-LAVALLÉE
DAVID N. FINKELSTEIN
JEAN-PIERRE BELHUMEUR
ROBERT LANGLOIS
PIERRE ARCHAMBAULT
MICHAEL PRUPAS

GEORGE T. TAMAKI, C.R.
JAMES A. GRANT
HAROLD P. GORDON
MARTIN C. LEPAGE
CLAUDE P. DESAULNIERS
JOSEPH F. BEAUBIEN
JEAN-PIERRE OUELLET
MARC DE MAN
JEAN-JUDE CHABOT
MICHEL GOUDREAU
A. EDWARD AUST
SUSAN SHORTENO-FRASER

FRANÇOIS MERCIER, O.C., C.R.
W. DAVID ANGUS
A. PETER F. CUMYN
VINCENT M. PRAGER
J. N. WYATT
PETER R. O'BRIEN
DANIEL W. COLSON (LONDRES)
ROBERT COUZIN
DENIS LACHANCE
JACK DITKOFKY
LOUIS P. BÉLANGER
ISABEL PAPPE

TORONTO

COMMERCE COURT WEST
CASE POSTALE 85
TORONTO, CANADA M5L 1B9
TÉLÉPHONE (416) 868-1050
TÉLEX 06-22536
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE "STIKETOR"
TÉLÉCOPIEUR (416) 862-8518

EUROPE

LEITH HOUSE
47-57 GRESHAM ST.
LONDRES EC2V 7EH
TÉLÉPHONE 01-606-2436
TÉLEX 51-883512
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE "TAXLDN G"

CONSEIL

L'HONORABLE MAURICE RIEL, C.R.

Pour ne pas faillir à la tradition le marché boursier canadien a enregistré une hausse entre Noël et le Jour de l'an. C'est en effet pendant cette semaine écourtée que les opérateurs réinvestissent leurs dividendes de fin d'année. Pour l'ensemble de l'année 1978 la progression de la cote se chiffre à 23.63%; au cours de la dernière décennie ce record n'a été battu, et encore de peu, qu'en 1972.

A l'origine de cette bonne performance on peut citer les nombreuses offres de rachat et prises de contrôle qui ont en-

treteint l'intérêt, la faiblesse du dollar, la hausse du prix des métaux, la suppression des restrictions anti-inflation sur les dividendes et la forte demande pour les produits forestiers.

Le volume des transactions a augmenté de 29% sur 1977 et leur montant de 62% (chiffres concernant les cinq bourses canadiennes). Toronto a encore gagné du terrain puisque 81% du montant total des transactions y ont été effectuées contre 71% l'année dernière. Il est intéressant de signaler la montée de la petite

Communiqué par Lévesque, Beaubien Inc.

bourse de Winnipeg où le volume des transactions a doublé et leur montant a été multiplié par 20. Pourquoi ce regain d'intérêt pour le marché boursier? Les découvertes pétrolières effectuées en septembre 1977 dans la région de West Pembina en Alberta ont donné le signal du renouveau du marché. Le mouvement s'est par la suite accéléré grâce à la progression des profits des corporations, et aux mesures de stimulation fiscales du gouvernement fédéral. En outre New York a souvent donné le bon exemple.

La nouvelle année n'a pas sonné la trêve de la reprise. L'avance de la cote se poursuit malgré l'annonce d'une nouvelle hausse des taux d'intérêts. Les opérateurs sont pour l'instant trop euphoriques pour y prêter attention ou trop occupés à spéculer sur d'éventuelles prises de contrôle. Les valeurs minières sont recherchées après l'annonce des hausses de prix de certains minerais (cuivre, plomb), l'indice des produits forestiers est à son plus haut depuis novembre 1973. Mais ce sont surtout les pétrolières qui font parler d'elles. Leur indice est à un niveau record, de nombreuses rumeurs de rachat circulent et tout le monde espère qu'une augmentation des exportations d'hydrocarbures sera bientôt autorisée. Certains analystes ont commencé à mettre en garde les investisseurs: à trop vouloir spéculer ils risquent des déconvenues d'ici peu. Bref, l'année commence bien sur le marché boursier mais il ne faut pas oublier que les problèmes économiques fondamentaux persistent et tant qu'ils ne seront pas au moins partiellement réglés toute reprise ne pourra être que fragile.

Les experts de notre service international vous rendent le monde accueillant.

Des experts économiques et financiers viennent chez vous sur simple rendez-vous. Ils étudient vos problèmes d'importation et d'exportation, vos placements ou emprunts en monnaie étrangère, vos achats ou ventes de devises et vous conseillent pour vos transactions internationales, quelle que soit la taille de votre entreprise. Pour que vous vous sentiez partout comme chez vous.

Siège Social, 221, rue St-Jacques
Montréal, Québec, Canada H2Y 1M6
Téléphone: (514) 281-3707
Télex: 055-60851

Adresse télégraphique:
Provibank, Montréal

Correspondants dans tous les pays.



banque provinciale



LÉVESQUE, BEAUBIEN INC.

360, rue St-Jacques, Montréal

Courtier en valeurs mobilières

TORONTO • OTTAWA • QUÉBEC • JOLIETTE • SHERBROOKE
TROIS-RIVIÈRES • MONCTON • CHICOUTIMI • ST-HYACINTHE
VICTORIAVILLE • RIVIÈRE-DU-LOUP • ROUYN-NORANDA
PARIS • BRUXELLES • GENÈVE

MOVIES

The Children of Theatre Street

by Julie Ramanoël

Recently showing in Toronto was the film, "The Children of Theatre Street", mandatory viewing not only for balletomanes and children who feel they might want to dance but also for anyone who may admire and wonder at the unfailingly higher standard of Russian ballet. It is a Soviet-American co-production, a documentary about Leningrad's Vaganova Choreographic Institute and the school that has given Russia, and the world, such dancers as Pavlova, Nijinsky, Ulanova, Nureyev, Makarova, Mikhail Baryshnikov and also the choreographer George Balanchine to mention only some of the most illustrious.

The film was produced and directed by Earle Mack, a New York financier with a passion for ballet, who, having visited this ballet school in 1975 returned convinced that a film should be made about the school that supplied dancers to the Kirov and the Bolshoi. The school was first named "Theatre Street" in the memoirs of Tamara Karsavina who took control of the school when Leningrad was still St. Petersburg, when the Vaganova Institute was the Imperial Ballet School and when Anna Pavlova was but a promising senior.

It is a most remarkable and unusu-

al film as it gives us a rare insight and inside view of the world of ballet. The film was shot in three weeks and, as Mack explained, "with total cooperation of the Soviets. We were given incredible permissions; filming the graduation ceremony live at the Kirov, for instance, had never been done before. They allowed us inside the Bolshoi for they were anxious for us to tell the story of this great school". The film, contrary to such a romantic curiosity as "The Turning Point" really emphasises the labours of dance, a discipline, as one of the instructors explains, "which requires greater strength, perseverance and moral fibre than any other art".

The Kirov School founded 238 years ago attracts thousands of children each year out of which twenty are accepted. Some of these "happy few" may find themselves, after years of training, performers with the Kirov or the Bolshoi. The film shows the untrained youngsters auditioning and follows their progress through to the graduation performance on the Kirov stage. We also see scenes from Bolshoi and Mali Theatre performances which indeed illustrate the glamour and glory attained (and which here are even more vivid in contrast to the styleless life of other Leningrad streets) but all is visually interpreted to show the worker behind the star; the discipline and dedication which these children must have. This aspect is skillfully put over and makes a vivid point.

"The Children of Theatre Street", although a little didactic at times, certainly makes us appreciate that ballet is not at all doing what comes naturally but training one's body to do much, much more.



Children training at Leningrad's Vaganova Choreographic Institute.

EXHIBITIONS

French Books and Periodicals Exhibition in Toronto

The French Cultural Service in Toronto recently presented an exhibition of French books and periodicals in the unique atmosphere of the new Metropolitan Toronto Public Library. More than 1100 recent French books and periodicals were on display which were especially selected for viewing in Canada by the Office de Promotion de l'Édition Française in Paris.

The books shown included special collections to celebrate the bicentenary of Voltaire and Rousseau, many fascinating studies on France, its different regions, its history and gastronomy, a very comprehensive collection of text books for teaching French as a first or a second language, and many children's books including a collection by Jules Verne whose 150th birthday was being celebrated in 1978.

Such an informative exhibition covering so many aspects of French culture could not help but endear France to both strangers and Francophiles alike. Lets hope we will see more such exhibitions here.

Contemporary Soviet Art

Torontonians were able to view another aspect of Soviet culture recently; an exhibition of contemporary Soviet art at the World Trade Centre here. More than eighty paintings and graphic works were on display in the largest exhibition of contemporary Soviet art ever to travel to Canada. It was put together, for showing also in New Orleans and New York, by Alexander Rozhin the foreign art editor of the Moscow art magazine "Iskusstvo" and who accompanied the exhibition to Toronto.

One of the most striking paintings was "First Days of Revolution" by Rzauliev which, explains Rohzin, refers to the first revolution, the abortive attempt of 1905. "Although the workers were soon to be crushed it is the spirit, the transforming of an idea into action that prompted the painter to present the incident as a flow of events rather than a static scene". The painting of a stream of angry workers in an oilfield seems to uncoil its message from top to bottom of the canvas like a reel of movie film. We can understand better the effect it produces when we learn that the painter's principal occupation is, in fact, film making.

From past to present, illustrating the theme of space exploration are two lithographs by Poplavski — "Getting Down the Apparatus" and "Flowers for the Planets", and also a coloured lithograph of "Youri Gagarin" by Yakushin. These were previously displayed in the United States on the occasion of the linking of "Apollo" and "Soiuz" in 1975. In a different mood

is the canvas "Harvest Celebrations" by Narimanbekov which through the bright decorativeness of its colours really sparkles with joy and gaiety.

One of the aims of the organizers was to give equal exposure to artists

from all parts of the Soviet Union and as for the Soviets art is linked to purpose and message, intent is as important as content and style. Hence this was an exhibition of unusual variety and interest especially for western minds.



"Winter travelling in dog sleds", Paul Kane.

The Canadian West the Land and the People

Overland journeys to Canada's Pacific coast before the days of settlement were arduous, tedious and dangerous. This exhibition recreates those lonely nineteenth century travels with a series of oil paintings, water colours, sketches and prints by well or lesser known frontier travellers such as Paul Kane, Rindisbacher, Armstrong, Warre, Napier and others.

The artists, soldiers, surveyors and engineers have left a valuable record of their impressions of the Canadian West as it once was which make us appreciate their courage and adventurous and hardy spirit. The contemporary viewer is taken on an exciting journey which starts from Fort William (where the 19th Century west began) through forests, swamps, rapid-filled rivers, the Red River settlement and the Hudson Bay company's forts; along the old fur trade trails and across the sparsely populated prairies, through Indian encampments and fur trading posts meeting with hazardous river fordings and even a buffalo hunt. The

journey winds through the isolated mountain passes of the Rockies and finally to the Pacific Ocean to find agricultural settlements and even British naval vessels at anchor.

"A Prairie Landscape", water colour and gouache by Neison portrays what were known as the "Red River carts", two-wheeled covered wagons, bumping over a lonely trail into unknown territory. "Winter Travelling in Dog Sleds", Paul Kane's oil painting, depicts an unusual wedding journey from Fort Edmonton to Fort Pitt in 1848 with the bride travelling in a newly decorated cariole drawn by a set of dogs.

One artist indicates some of the hardship of these westward journeys with a scribbled note on his hasty sketch "A night without grub, a heavy dew and no blanket".

"The Canadian West; the Land and the People"
Exhibition at the Royal Ontario Museum's
Canadiana Building until January 26th.

VICHY CÉLESTINS

SEULE DANS SA CLASSE



Vichy Célestins a été la première eau minérale commercialisée au Québec. Depuis, on a bien tenté d'imiter Vichy Célestins. Mais ses titres de noblesse et ses qualités digestives font toujours de Vichy Célestins une eau minérale unique. Si bien que par sa qualité, sa composition, elle est seule dans sa classe, elle vaut bien son prix.

**VICHY
CÉLESTINS**
Importée de France

BREVETS D'INVENTION,
MARQUES DE COMMERCE
EN TOUS PAYS

ROBIC, ROBIC
ET ASSOCIÉS

(Fondée en 1892)

1514 McGregor — Montréal H3G 1X5
Téléphone: 934-0272

COOPERS & LYBRAND
Comptables agréés

630 ouest, boul. Dorchester
Montréal, H3B 1W6
Tél.: (514) 875-5140

*Bureaux dans les principales villes du
Canada et dans les autres parties du
monde.*

LE COURRIER FRANÇAIS EST VOTRE JOURNAL

Le Courrier Français, créé en 1953, est le journal mensuel de la collectivité française au Canada.

Vous y trouverez, tous les mois, des nouvelles fraîches des différentes associations françaises au Canada, une revue de la presse en France, des articles sur les changements de la législation des deux côtés de l'Atlantique, des chroniques sur le cinéma, la littérature, la gastronomie, l'événement québécois, etc.

Le Courrier Français parle le langage des soixante quinze mille Français du Canada. Encouragez **votre** journal. Abonnez vos amis. Abonnez-vous (\$8.50 seulement).

**le courrier
français**

Union Nationale Française
429, avenue Viger
Montréal Québec H2L 2N9

À TRAVERS LA PRESSE

par Michel Roesler

Le nouveau Système monétaire européen qui devait entrer en fonction le 1er janvier 1979 a été reporté à une date ultérieure parce que l'un de ses principaux artisans, la France veut que l'on règle avant l'épineuse question des Montants compensatoires monétaires. Les Montants compensatoires monétaires ont été créés en 1969 lorsque la dévaluation du franc avantageait trop l'agriculture française dans les autres pays de la CEE. Aujourd'hui, ce système pénalise l'agriculture française que concurrence dangereusement celle de l'Allemagne fédérale, en rapide expansion. "Concrètement, écrit Patrick Bonazza dans l'Express, aujourd'hui, lorsqu'un agriculteur allemand exporte vers la France, il bénéficie d'une double subvention: 10,8% lorsque le produit quitte l'Allemagne plus 10,6% lorsqu'il arrive en France. En sens inverse l'exportateur français est doublement taxé... La concurrence que l'on voulait artificiellement rétablir, est en réalité faussée. Les agriculteurs français réclament à cor et à cri l'abolition totale des Montants compensatoires monétaires."

Le journaliste de l'hebdomadaire français poursuit: "Le lancement du Système monétaire européen, qui suppose le retour à des parités fixes entre toutes les monnaies de la Communauté, offrirait l'occasion à la France de mettre une fois pour toutes de l'ordre dans les échanges agricoles. Car le niveau des M.C.M. dépend étroitement des variations monétaires."

L'actualité européenne, dont il a été question au Sommet de la Guadeloupe, a été masquée, une fois encore, par l'actua-

lité internationale et principalement la crise iranienne. Si la crise politique que traverse l'Iran inquiète les Etats-Unis qui voient un puissant allié leur glisser entre les doigts, elle angoisse les Européens qui perdent un bon client. Les contrats signés par la France avec Téhéran représentent environ 23 milliards de francs.

Mais, plus grave, des contrats en cours pourraient ne pas être honorés, des chantiers sont arrêtés. Dans Le Monde, Bruno Dethomas écrit: "... Les plus grands chantiers n'ont pas arrêté leurs travaux; Framatome coule du béton et reste approvisionné en gasoil. L'allemande K.W.U. continue aussi ses activités comme Alsthom, à Tabriz, poursuit la construction d'une centrale thermique, le groupe italien I.R.I. celle du complexe sidérurgique de Bandar-Abbas et les Britanniques celle de l'arsenal d'Ispahan. "Si nous partons nous risquons fort de ne pas revenir," disent ces industriels dont l'activité est rendue difficile par la paralysie du système bancaire qui empêche de payer les ouvriers, mais aussi d'être payés, les grèves des dockers qui limitent l'arrivée des fournitures, les difficultés d'approvisionnement énergétiques, les fréquents arrêts de travail et le prolongement des vacances de Noël de nombreux techniciens étrangers."

En dehors de ces chantiers d'envergure, de nombreux autres, de moindre importance, sont paralysés, souligne l'envoyé du Monde. La Compagnie Française d'Assurances pour le Commerce Extérieur (COFACE) qui garantit à 90% le risque politique pour les exportateurs français,

"serait engagée, poursuit Bruno Dethomas, sur l'empire iranien pour 11 milliards de francs et l'on admet que si Framatome ne pouvait terminer les deux centrales en construction, la crise pourrait coûter globalement quelque 7 milliards de francs à la COFACE."

Au delà de l'inquiétude immédiate, essentiellement économique, la destabilisation de l'Iran présente un danger très grave pour l'Occident dont les approvisionnements énergétiques sont menacés. L'Agefi estime que "le Shah était le seul rempart qui subsistât entre l'Iran et le chaos." "L'échec, poursuit ce journal, que constitue pour les Soviétiques, le rapprochement de Pékin avec Tokyo et Washington, n'est sans doute pas compensé par l'unification de l'Indochine sous l'égide d'Hanoï, mais il l'est par la destabilisation de la région du Golfe Persique."

Le Wall Street Journal, sous la plume de Irving Kristol, écrit: "Since Vietnam, our foreign policy has collapsed into what can only be called a decadent Wilsonianism, retaining shreds and tatters of the traditional evangelical moralism and self-hypnotic legalism, but also displaying new pathological features." L'auteur, après cette explication, estime que l'affaire iranienne marque la fin d'une ère pour la politique étrangère des Etats-Unis. "It seems highly improbable, as of this writing, that out of the turmoil there could emerge a stable government friendly to American interests." Et il ajoute: "More likely is a Communist regime in the not too distant future, or a national-socialist-islamic regime (on the Libyan model) or some peculiar amalgam of the two."

DE GRANDPRÉ, COLAS, DESCHÊNES, GODIN, PAQUETTE, LASNIER & ALARY AVOCATS

PIERRE de GRANDPRÉ, C.R.
BERNARD M. DESCHÊNES, C.R.
RENÉ C. ALARY, C.R.
ANDRÉ PAQUETTE, C.R.
JEAN-JACQUES GAGNON
RICHARD DAVID
MARC DESJARDINS
ROBERT DÉCARY
HENRI MASSUÉ-MONAT
BERNARD CORBEIL
GABRIEL KORDOVI
PIERRE CHESNAY

ÉMILE COLAS, C.R.
GILLES GODIN, C.R.
BERNARD LASNIER, C.R.
JEAN CRÉPEAU, C.R.
OLIVIER PRAT
LOUIS A. TOUPIN
GILLES FAFARD
J. LUCIEN PERRON
PIERRE MERCIER
M. CHRISTINE L. PAPILLON
JEAN LAURIN
ANNE-RENEE GUIMOND

2501, TOUR DE LA BOURSE, PLACE VICTORIA
CASÉ POSTALE 108, MONTRÉAL H4Z 1C2
TEL. 878-4311 - TELEX: 05-25670 MULTILEX-MONTRÉAL

PAUL GÉRIN-LAJOIE, C.R.

CONSEILS
LE BÂTONNIER ÉMILE POISSANT, C.R.
JULES LANDRY, C.R.

FRENCH TRADE SHOWS

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE

Du 4 au 11 Mars 1979, Paris redeviendra l'annuelle capitale mondiale de l'agriculture, avec le 16ème Salon International de l'Agriculture. D'après les derniers sondages réalisés, 10% de visiteurs étrangers, en provenance de 80 pays, ont fréquenté le S.I.A., ce qui met en évidence son caractère international. Il est à noter que le nombre des visiteurs recensés au dernier S.I.A. s'est élevé à 977 000.



A l'occasion du prochain S.I.A., le Parc des Expositions de la Ville de Paris accueillera également le 88ème Concours Général Agricole des Animaux et des Produits, les expositions françaises et étrangères de produits alimentaires et d'animaux sélectionnés ainsi que le Salon International d'Aviculture. Aux mêmes dates se tiendra le Salon International de la Machine Agricole (S.I.M.A.).

Les partenaires de la C.E.E., qui pré-

senteront au public du Salon les principaux aspects de leurs productions agricoles et alimentaires et de leur élevage, seront présents à la Porte de Versailles en Mars prochain. L'Autriche, la Suisse et les U.S.A. y participeront à leurs côtés avec une sélection de leurs meilleurs animaux reproducteurs.

SEHM-FEBRUARY 1979: TAKE A "FASHION BATH"

The Paris SEHM will take place from Saturday 3rd to Tuesday 6th February 1979. It is the most frequented international Men's wear exhibition in the world: 35 000 professional visitors from 80 countries are expected to attend.

The space requirements of exhibitors have yet again increased since the February 1978 Show. The SEHM 1979 will be larger than ever, bringing together 700 exhibitors on 60 000 square meters of stands. Sections will be given over to "Designers and Creators of Men's Fashion" and to "Leisure Clothing".

Several large exhibitions concerning fashion will take place at the same time in Paris in the same Exhibition Park: the "Boutiques" and "Inter-saisons" Exhibitions showing Women's Clothing, the International Knitwear Exhibition and the Children's Wear Exhibition.

S.I.G. 1979

Le 22ème Salon Professionnel International des Articles et de la Mode des Sports d'Hiver de Grenoble — S.I.G. 79 — aura lieu du 3 au 6 Mars, sur les 40 000 m2 de superficie du Palais des Expositions Grenoblois. Rendez-vous mondial du marché des équipements "sports d'hiver", le Salon de Grenoble constitue, avec ses 600 exposants et ses 12 000 visiteurs, l'indispensable rencontre entre producteurs et distributeurs. Manifestation spécialisée, la seule de ce genre, il définit les tendances de l'hiver au moment même où se poursuit, en Mars, la saison en cours.

Les grands fabricants mondiaux seront présents au S.I.G. 79. On sait que la plupart d'entre eux doivent une large part de leur notoriété et de leur prospérité à l'exportation. C'est la raison pour laquelle le Salon de Grenoble accueille parmi ses exposants plus d'un tiers de firmes étrangères venues conforter leur place sur notre marché national ou se créer une place qu'elles espèrent favorable. C'est pourquoi 50% des skis vendus en France sont des productions étrangères. De leur côté, les fabricants français exportent près de la moitié de leur production. Tout ceci montre l'importance que revêt une rencontre internationale de ce type dans un domaine où la concurrence, basée avant tout sur la technicité et le fonctionnel, est très vive.

CALENDRIER DES SALONS INTERNATIONAUX FRANÇAIS CALENDAR OF FRENCH EXHIBITIONS

		DATES DATES	MANIFESTATIONS EXHIBITIONS	EMPLACEMENTS SITES
FÉV MARS	10-16	Salon International du Jouet International Games and Toys Exhibition	PARIS Pte Versailles	
	9-18	Semaine Mondiale du Tourisme et des Voyages World Tourism and Travel Show	PARIS C.I.P.	
	3-6	Salon Professionnel International des Articles de Sports d'Hiver International Winter Sports Equipment Trade-Show of Grenoble	GRENOBLE	
	7-12	Salon International des Arts Ménagers International Exhibition of Household Appliances "Arts Ménagers"	PARIS C.N.I.T.	
	3-6	Journées Professionnelles Trade - Days		
	4-11	Salon International de l'Agriculture International Agricultural Show	PARIS Pte Versailles	
	4-11	Salon International de la Machine Agricole International Agricultural Machinery Show	PARIS Pte Versailles	
	4-11	Salon International de la Motoculture de Plaisance - Jardinage International Leisure Power Cultivation Show	PARIS Pte Versailles	

LES SALONS FRANÇAIS

ARTS MÉNAGERS



Le 48e Salon International de l'Équipement Domestique, salon vedette du mois de Mars, se déroulera du 3 au 6 Mars 1979, au CNIT, Paris-La Défense. En 1978, "Art Ménagers" avait attiré environ 38 000 visiteurs professionnels parmi lesquels on comptait des arts ménagistes, des cuisinistes, des spécialistes du sanitaire, aussi bien que des électriciens et des quincailliers. Cette diversité prouve l'importance que les professionnels de l'équipement domestique attachent à la visite du Salon qui est sans doute, au premier rang des manifestations européennes, le seul qui puisse présenter l'ensemble des produits les intéressants.

83 000 mètres carrés de halls d'exposition, un millier d'exposants dont un tiers d'étrangers venus de près de 30 pays différents, le Salon des Arts Ménagers correspond aux critères optima d'une exposition professionnelle de premier plan: ni trop réduite, car le choix le plus complet doit être offert largement, ni trop vaste car les déplacements à l'intérieur d'une exposition prennent un temps précieux et la lassitude, inévitable, n'est pas propice aux décisions fructueuses. Tous les pays industrialisés sont représentés, avec, parmi

Des renseignements complémentaires sur les salons ou sur les facilités de voyages peuvent être obtenus en écrivant à : Salons Spécialisés Français, 1080 Beaver Hall, suite 820, ou en téléphonant à 861-7841. Des cartes d'entrée gratuites sont à votre disposition pour tous les salons.

ceux qui comptent le plus grand nombre d'exposants, non seulement les pays du Marché Commun, Allemagne, Italie, Grande-Bretagne, Belgique, Pays-Bas, Danemark, mais aussi les Etats-Unis, la Suisse, l'Espagne, le Japon et les pays de l'Europe de l'Est.

Des journées internationales d'études qui réuniront les plus dynamiques et les plus compétents des fabricants et des négociants de tous les pays, seront organisées pour les 5 et 6 Mars. Elles s'adresseront aux installateurs, aux quincailliers et aux arts ménagistes.

14ème S.I.M.



Du 3 au 6 Février, le 14ème S.I.M. ouvre ses portes avec, pour affirmer à la fois sa vocation de manifestation internationale et la volonté exportatrice des industriels français, un sous-titre évocateur: les Industries Françaises de la Maille et de la Bonneterie tournées vers le Monde.

En 1978, le S.I.M. a reçu 34 647 visiteurs, dont 10 737 étrangers, en provenance de 84 pays. Les exportations représentent en effet près de 30% du chiffre d'affaires de l'Industrie de la Maille, en constante progression depuis 20 ans. L'Allemagne Fédérale et la Belgique constituent à elles seules presque 50% du total de ces exportations. Actuellement, les marchés qui commencent à représenter des débouchés sérieux pour la France sont l'Amérique et l'Extrême-Orient.

Cette année, le S.I.M. est éclaté en 5 salons spécialisés ayant chacun un accès indépendant et qui correspondent aux 5 marchés porteurs que la Fédération des Industries de la Maille s'est donné pour mission de développer et de promouvoir.

INTERNATIONAL TOY EXHIBITION

The next International Toy Exhibition will be held from February 10th to 16th, 1979 at the Parc des Expositions, Porte de Versailles. 654 exhibitors gathered there for the '78 exhibition, 338 of whom were from countries other than France. Countries from all over the world will participate in the '79 show, including West Germany, Great Britain, Japan, U.S.S.R., U.S.A. and others.

All of the exhibitors are manufacturers of games, toys, holiday accessories, prams and nursery goods. The International Toy Show is open only to professionals in the field. In 1978, there were 15 866 visitors.



Monsieur LUCIEN MARTIN

Correspondant en Europe

6, rue Elzévir
75003 PARIS

Tél.: 887 46.41

TOPTOURS®

Voyages touristico-professionnels au Canada
Business and Vacation Tours in Canada

Siège social:

Toptours Itée/Ité

1080 Beaver Hall Hill, suite 820
Montréal, Qué., Canada H2Z 1S8

Tél.: (514) 861-1260

Câble: TOPTRAVEL - Montréal
Telex: 05-25534 (Progexco-Mtl)

action Canada France

Les prochains numéros spéciaux seront:

- Assurances (Mars)
- Bois et Papier (Mai)
- Ingénieries (Juillet)

Retenez dès maintenant vos espaces publicitaires

EUROPEAN MONEY SYSTEM LAUNCHED



To promote worldwide economic and monetary stability, the EC has launched a broad scheme for closer monetary cooperation in Europe.

Meeting in Brussels as the European Council, EC heads of government agreed on 5-6 December that a European Monetary System (EMS) be set up on 1 January 1979.

All nine member countries of the Community will belong to the EMS, although initially, at least, the United Kingdom and Ireland will not participate in the exchange rate and intervention mechanism. British Prime Minister James Callaghan informed his fellow leaders that he would not, at this stage, propose to the British Parliament that the United Kingdom enter into the exchange rate mechanism. He stated that it was UK policy to maintain a stable rate for the pound sterling.

The EMS is a development based on the European joint float system known as the 'snake'. France and Italy are the two EC members not in the existing snake that will join the EMS from the start.

In broad outline, the EMS will link the exchange rates of member currencies through central bank intervention on foreign exchange markets. Central banks will have at their disposal a pool of reserves totalling US \$33 billion, based on 20 per cent of their gold and foreign reserves, and will use a new reserve unit known as the European Currency Unit (ECU) to record transactions. ECU was the name of a gold coin used in France before the French Revolution.

A country whose currency moves out of line will be expected to take economic, monetary and other appropriate measures.

In addition, up to US \$1.3 billion will be available in the form of low-interest, five-year loans to help less prosperous EC states strengthen their economies.

In the longer term, the EMS could be helpful in stabilizing the world monetary system, but it can do little to solve the underlying problems that have led to the weakness of the US\$ and C\$, although many bankers are skeptical EMS will survive for long in its proposed form due to be implemented Jan. 1. It is also suggested that the weaker currencies involved may serve to draw attention away from dollars for short periods.

Much also depends on the political commitment of EMS participants, particularly France and West Germany, to provide heavy support for a currency when under pressure.

ACCORD FRANCO-CANADIEN POUR LA PRÉVENTION DES FRAUDES DOUANIÈRES

Monsieur Gérard Pelletier, Ambassadeur du Canada en France, et Monsieur Olivier Stirn, secrétaire d'Etat auprès du ministre français des Affaires Étrangères, ont signé en janvier dernier un accord d'assistance mutuelle pour améliorer la prévention et la répression des fraudes douanières entre le Canada et la France. Cet accord prévoit en particulier l'échange d'informations entre les administrations concernées, chacune pouvant demander à l'autre d'effectuer des en-

quêtes sur son territoire. Le nouvel accord permettra également aux fonctionnaires des douanes de témoigner si nécessaire devant les tribunaux de l'autre Etat.

L'ACCORD RENAULT-AMC EST SIGNÉ

La signature de l'accord de collaboration entre Renault et American Motors Corporation, attendue depuis plusieurs mois, a eu lieu le 9 janvier dernier. Cet accord comporte essentiellement trois volets. Il prévoit en effet l'importation et la distribution des véhicules Renault par AMC aux Etats-Unis et au Canada, Renault-Canada restant le distributeur pour le Québec, l'importation et la distribution par Renault des Jeep AMC en France et dans certains pays d'Amérique Latine, enfin la collaboration des bureaux d'études Renault et AMC pour les études et les recherches sur les nouveaux modèles.

La question de l'assemblage de la R 18 en Amérique du Nord qui avait été abordée lors des négociations, a été finalement reportée mais cet accord n'en reste pas moins important, autant pour Renault qui disposera d'un réseau de distribution à la taille du marché américain, que pour American Motors dont la part de marché était tombée de 4 à 2% et qui n'avait pu réunir les ressources financières et techniques nécessaires pour mettre au point un véhicule conforme aux normes de consommation de carburant qui seront exigées des constructeurs américains.

A NEW BURGUNDY LIQUEUR AVAILABLE IN ONTARIO

A new liqueur, made in Burgundy from the fruits of wild sloe berry, "Prunelle Vedrenne", is now available in Ontario. This product comes from a distinguished and long-established firm in Nuit Saint-Georges, the centre of the best fruit production area in Burgundy. A favourite liqueur in many European countries, "Prunelle Vedrenne" is now popular in the Quebec Province (180 000 bottles sold yearly) and should be as successful in Ontario.

MARTINEAU, WALKER, ALLISON, BEAULIEU, MacKELL & CLERMONT

AVOCATS

ROBERT H. WALKER, C.R.
PETER R. D. MacKELL, C.R.
ROBERT A. HOPE, C.R.
F. MICHEL GAGNON
RICHARD J. F. BOWIE
SERGE D. TREMBLAY
MAURICE A. FORGET
ROBERT E. REYNOLDS
JEAN-MAURICE SAULNIER
SERGE F. GUÉRETTE
SUZANNE R. CHAREST
ROBERT B. ISSENMAN
YVES LEBRUN
MARTIN J. GREENBERG
RICHARD J. CLARE
ERIC M. MALDOFF
DAVID POWELL
MARIE-FRANCE BICH
BRIGITTE GOUIN

GEORGE A. ALLISON, C.R.
ANDRÉ J. CLERMONT, C.R.
J. LAMBERT TOUPIN, C.R.
EDMUND E. TOBIN
ROBERT P. GODIN
MICHAEL P. CARROLL
STEPHEN S. HELLER
PIERRE E. POIRIER
ANDRÉ T. MÉCS
ANDRÉ LARIVEE
MICHEL MESSIER
MARC NADON
DONALD M. HENDY
FRANÇOIS ROLLAND
ALAIN CONTANT
XENO C. MARTIS
REINHOLD G. GRUDEV
DAVID W. BOYD

ROGER L. BEAULIEU, C.R.
JOHN H. GOMERY, C.R.
BERTRAND LACOMBE
C. STEPHEN CHEASLEY
JACK R. MILLER
CLAUDE LACHANCE
PIERRETTE RAYLE
DAVID W. SALOMON
MARIE SULLIVAN RAYMOND
JEAN-FRANÇOIS BUFFONI
WILBROD CLAUDE DÉCARIE
ANDREA FRANCOEUR MÉCS
PAUL B. BELANGER
GRAHAM NEVIN
MARIE GIGUÈRE
RONALD J. McROBIE
ROBERT PARÉ
PIERRE J. DESLAURIERS
DANIEL PICOTTE

AVOCATS-CONSEILS

Le Bâtonnier Jean Martineau, C.R., C.R.
L'Honorable Alan A. Macnaughton, C.P., C.R.
Le Bâtonnier Marcel Cinq-Mars, C.R.

Tour de la Bourse, suite 3400, Place Victoria, Montréal H4Z 1E9
Télex 05-24610 BUOY Mtl Béliographe 395-3517

Téléphone: 395-3535

Adresse Télégraphique: CHABAWA

1978: UNE ANNÉE MARQUANTE POUR LE GROUPE PEUGEOT

L'accord intervenu le 10 août 1978 entre Chrysler Corporation et P.S.A. Peugeot-Citroën a été rendu définitif par la décision de l'Assemblée Générale des actionnaires de P.S.A. Peugeot-Citroën, réunie le 21 décembre dernier, d'approuver l'apport par Chrysler Corporation de la participation de 99,6% qu'elle détenait dans le capital de Chrysler-France. D'autre part, le Groupe Peugeot vient de conclure un nouvel accord avec Chrysler Financial Corporation concernant la prise de contrôle des filiales de cette dernière en Europe, ces sociétés assurant le financement des stocks des concessionnaires et des ventes à crédit ou en location avec option d'achat des véhicules de la marque. Ces sociétés de financement continueront ainsi d'apporter aux réseaux commerciaux et à la clientèle de Chrysler Europe le même concours que par le passé.

Par ailleurs, le chiffre d'affaires réalisé par Automobiles Peugeot en 1978 s'établit à environ 21,5 milliards de francs (à peu près C\$ 6 milliards), ce qui représente une augmentation de 15% par rapport à l'année dernière. La production a atteint le niveau record de 861 000 véhicules, soit 80 000 véhicules de plus qu'en 1977.

Les ventes ont été réalisées pour près de la moitié en France où Automobiles Peugeot détient donc plus de 18% du marché des exportations s'élevant à 430 000 véhicules soit une augmentation de plus de 7%. C'est la plus forte des progressions enregistrées chez les constructeurs automobiles français cette année.



Air France a renouvelé récemment la tenue de ses hôtesses navigantes, donnant à des grands noms de la couture une occasion supplémentaire de prendre de l'altitude. Ce sont en effet Carven, pour les ensembles d'été, Nina Ricci, pour les ensembles d'hiver, et Grès pour les manteaux et imperméables, qui ont eu la tâche délicate de satisfaire tout autant les goûts des hôtesses que les souhaits de la compagnie. Le chic n'est d'ailleurs pas chose nouvelle chez Air France et le charme des hôtesses explique sans doute en partie les résultats records obtenus par la compagnie française en 1978: 10 millions de passagers transportés (second rang mondial) et un bénéfice de 220 millions de francs; de quoi offrir aux hôtesses quelques accessoires supplémentaires...

ACQUISITIONS D'ENTREPRISES AU CANADA

Parmi les propositions d'acquisition ou de création d'entreprises au Canada qui ont été récemment autorisées par l'Agence d'Examen de l'Investissement Étranger, nous en avons relevées quelques-unes qui émanent de compagnies françaises ou de leurs filiales:

— proposition de la Creusot-Loire Steel Corporation de Bloomfield (New Jersey) E.-U., qui est contrôlée par la Creusot-Loire S.A. de Paris, France, visant à acquérir le contrôle de la Brace-Mueller-Huntley (Canada) Ltd., de Toronto (Ontario). Cette entreprise entrepose, traite et distribue une large gamme d'aciers pour usinage et des barres d'aluminium.

— proposition de Avions Pierre Robin, Société Anonyme de Fontaineles Dijon, France, visant à créer une nouvelle entreprise à Lachute (Québec), appelée Avions Pierre Robin Inc., qui fabriquera de l'équipement d'aéronefs et assemblera et commercialisera des avions monomoteurs.

— proposition de la Société Aquitaine du Canada Ltée, de Calgary (Alberta), contrôlée par la Société Nationale Elf Aquitaine, de France, pour acquérir le contrôle de la Universal Gas Co. Ltd., de Calgary, entreprise qui s'occupe de l'exploration et de la production pétrolière et gazière.

FOREX-LEROY INC.

Dans notre numéro de novembre 1978, une inexactitude s'est glissée dans le paragraphe concernant la compagnie Forex-Leroy Inc. qui est le résultat de l'association non pas de deux entreprises seulement mais de quatre partenaires à parts égales, les compagnies privées Ets C. Leroy et Forex Inc., la Société de Développement Industriel du Québec (S.D.I.) et le groupe Elf Aquitaine au travers de ses sociétés financières C.P.I.H. et SOGERAP. Cette précision nous a été communiquée par M. Yves Le Gouar, président directeur général de ELF Hydrocarbures du Québec Ltée, qui a été nommé vice-président du Conseil d'administration et membre du comité exécutif de Forex-Leroy Inc., de même que M. Yvon Marcil de la S.D.I.

INVESTISSEMENT-QUÉBEC ET EXPORTATION-QUÉBEC VERRONT-ELLES LE JOUR?

Alors que SGF et Sidbec annoncent des pertes impressionnantes et que les organismes du même type coûtent au Trésor québécois quelques dizaines de millions de dollars chaque année, Monsieur Rodrigue Tremblay, Ministre de l'Industrie et du Commerce, qui veut parrainer la création de deux nouvelles sociétés d'Etat, la Société nationale d'investissement (Investis-

sement-Québec) et la Société nationale d'exportation (Exportation-Québec), semble rencontrer des réticences dans les milieux gouvernementaux. Pourtant ceux-ci sont unanimes sur la nécessité de renforcer l'infrastructure industrielle du Québec et de freiner la chute de ses exportations.

Ce renforcement signifie d'une part la réorganisation des secteurs industriels en difficulté et une nouvelle expansion dans les secteurs des industries de pointe et du tertiaire avancé, mais aussi la reprise en main de leur économie, et en particulier de ces secteurs rentables, par les Québécois. Investissement-Québec pourrait apporter les investissements nécessaires et Exportation-Québec, l'imagination appliquée aux idées et aux techniques d'exportation.

Par ces projets, le ministère de l'Industrie et du Commerce montre donc l'énergie avec laquelle il compte aborder le problème cette année. Mais plusieurs ministres estiment que la création de ces nouvelles entités légales ne s'impose pas; des institutions existantes pourraient remplir la même fonction. D'ailleurs, disent-ils, le problème serait plutôt un manque d'esprit d'entreprise au Québec. Il faudra donc attendre les conclusions du sommet économique de Montebello, en mars prochain, pour connaître les intentions du gouvernement québécois au sujet de ces deux sociétés.

COMMUNIQUÉS

Nouveaux membres

La Chambre de Commerce Française au Canada souhaite la bienvenue à ses nouveaux membres.
The French Chamber of Commerce in Canada is pleased to welcome its new members.

Membres Montréal

Individuels

Monsieur Claude DUBOIS
Les Ventes le circuit Mercury 1977 Ltée

Monsieur Gilles NADEAU
Société Gestas Ltée

Membres Toronto

Individuels

Monsieur André MONGRAIN
Fonctionnaire du Québec

Membres Vancouver

Individuels

Monsieur Emile HUNI
Wright Engineers Ltd

Monsieur James GILL
Dana Trading Co Ltd

Manifestations

QUÉBEC

L'Assemblée générale a eu lieu le Mardi 30 Janvier. M. Patrick de Butler, Président Directeur Général de Renault Canada, en était le conférencier invité d'honneur.

de la Chambre de Commerce Française au Canada

MONTRÉAL



La Chambre de Commerce Française au Canada a le plaisir d'annoncer qu'elle accueillera comme conférencier invité d'honneur M. Raymond Barre, Premier Ministre de France, le Mardi 13 Février prochain, à Midi, à l'hôtel Méridien de Montréal.

Ce déjeuner sera organisé conjointement avec la Chambre de Commerce du District de Montréal et en coopération avec le gouvernement du Québec et le mouvement des caisses populaires Desjardins.

Renseignements et inscriptions au secrétariat de la Chambre.

Le 20 Février aura lieu notre assemblée générale au Ritz Carlton. M. Marandet, conseiller économique et commercial à Ottawa en sera le conférencier invité d'honneur.

TORONTO

L'Assemblée générale aura lieu le Mardi 23 Février, le Bal annuel aura lieu le Vendredi 16 Février au Casa Loma.

VANCOUVER

L'Assemblée générale a eu lieu le 16 Novembre dernier.



G. Béchard Ltée.

COURTIERS EN DOUANE
TRANSITAIRES INTERNATIONAUX

SIEGE SOCIAL

410 St. Nicolas
Montreal, Québec H2Y 2P5
Tél. 282.0303
Télex. 055.60803

Groupages et affrètements
maritimes et aériens
Études logistiques
toutes destinations

Correspondants dans les principaux pays

DEVENEZ MEMBRE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANÇAISE AU CANADA

Veuillez enregistrer notre demande d'adhésion à la Chambre de Commerce Française au Canada.

Individuel ☐ à la section de Montréal (siège social) ☐
en qualité de membre Corporatif ☐ à la section de Toronto ☐
D'honneur ☐ la section de Québec ☐ Paris ☐

Et trouver ci-joint un chèque de \$ en paiement de notre cotisation annuelle conformément aux indications suivantes:

	Cotisation siège social Montréal	Cotisation sections	Cotisation France
Individuel	\$ 85	\$ 35	F 200 (\$ 45)
Corporatif	\$250	\$ 80	F 860 (\$195)
Honneur	\$600	\$250	—

N.B. Toute adhésion recueillie après le 1er juin donne lieu à une réduction de 50% la première année.

Nom de la société
Adresse
Code postal
Téléphone Télex
Genre d'affaires

Inscrire la liste des délégués de votre société dans le cadre ci-contre en indiquant leur titre et en respectant les limites suivantes: un nom pour les membres individuels; trois pour les membres corporatifs et huit noms pour les membres d'honneur.

Liste des délégués

Nom	Titre	Téléphone
1		
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		

Bulletin d'inscription à remplir et à retourner au bureau de la Chambre le plus proche de votre lieu de résidence.

Les maisons intéressées par les propositions sous numéro de référence sont priées d'écrire au secrétariat de la Chambre en indiquant le numéro de référence.

Afin de nous permettre de transmettre les demandes à nos correspondants, les références bancaires et commerciales d'usage devront être fournies.

PRODUITS FRANÇAIS et/ou Agences au Canada

- A 3101 Société française cherche importateur canadien pour la commercialisation d'un test permettant le dépistage du saturnisme.
- A 3102 Importante filature française de fil à tricoter main, large gamme classique et fantaisie, recherche pour distribuer ses fils sur le marché canadien soit un représentant bien introduit auprès des centrales d'achats, grands magasins, grossistes, soit un importateur-distributeur.
- A 3103 Fabrique française d'encres d'imprimeries recherche revendeur exclusif pour le Canada avec bonne introduction et excellente réputation dans l'industrie offset.
- A 3104 Conserverie de légumes recherche importateur canadien.
- A 3105 Société de construction de fours et de machines pour boulangers et pâtisseries cherche importateurs canadiens.
- A 3106 Société française recherche importateur exclusif pour son revêtement mural.
- A 3107 Société française spécialisée dans le prêt-à-porter féminin cherche importateur canadien.
- A 3108 La reconstitution de la Fabrique Royale des papiers d'Angoumois recherche importateur canadien pour ses papiers fabriqués à l'ancienne (collage en surface au trempé).

PRODUITS CANADIENS et/ou Agences en France

- A 3109 Société française de conseils propose son assistance à toute entreprise canadienne intéressée par le marché français.

Demandes d'emploi

(Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus au Secrétariat de notre Chambre, 1080 Côte du Beaver Hall Bureau 826, Montréal H2Z 1S8, ou en téléphonant à 866-2797.)

- D 3101 Expert en transport maritime recherche poste dans cette branche ou en import-export.
- D 3102 Secrétaire médicale.
Secrétaire avec notion de comptabilité.
Secrétaire bilingue.
- D 3103 MBA et études en commerce international à la Sorbonne, parfaitement bilingue plus allemand, cherche emploi secteur finance ou affaires internationales.
- D 3104 Cadre recherche poste marketing métier du livre et connexe, ou exclusivité pour implantation antenne locale.
- D 3105 Comptable.
- D 3106 Assistante comptable.

Offres d'emploi

- O 3101 Secrétaire de direction.
- O 3102 Secrétaire bilingue.

The firms interested in the "Trade Opportunities" showing reference numbers should write to the Head Office of the French Chamber in Canada (Montreal). The letter should include the usual trade and banking references.

FRENCH PRODUCTS and/or Agencies in Canada

- A 3101 French firm looking for Canadian importer to distribute a test allowing to detect lead poisoning.
- A 3102 Important French hand-spinning company looking for an agent well connected to wholesalers and department stores buyers or an importer-distributor.
- A 3103 French printing ink manufacturer looking for an exclusive distributor with good reputation in the offset industry.
- A 3104 Preserved vegetables manufacturer looking for a Canadian importer.
- A 3105 Bakery cake and sugar confectionery making machinery manufacturer looking for Canadian importer.
- A 3106 French firm looking for an exclusive importer for his wall surfacing.
- A 3107 French firm specialized in Ladies prêt-à-porter looking for a Canadian importer.
- A 3108 The reconstitution of the "Fabrique Royale des papiers d'Angoumois" looking for a Canadian importer for his ancient made papers.

CANADIAN PRODUCTS and/or Agencies in France

- A 3109 French consultant offers services to any Canadian interested in the French market.

INTEREALTY LTEE

Résidences de qualité
Propriétés de rapport
avec administration disponible

3591, rue Université
Montréal H3A 2B1
Madame Jean D. Rolland
288-5702/989-1421

MECAMETAUX INTERNATIONAL

Recherche représentation de sociétés canadiennes pour la France et le Moyen-Orient (Arabie Séoudite, Koweït, Emirats, et Egypte).
Domaines: matières premières, produits sidérurgiques, chimiques - produits du second oeuvre du bâtiment - produits alimentaires.

10 rue Degas - 75016 PARIS - FRANCE
Tél.: 525 77 38 - Telex: 613346 F MECAMET
IMPORT-EXPORT

NOMINATIONS

Monsieur Raynald Dreyfus, Président de Société Générale S.A. (Canada) Inc., a le plaisir d'annoncer la nomination de M. Daniel Garbe, ancien élève de l'Ecole Nationale d'Administration, au poste de Vice-président Directeur Général de l'Agence de Montréal et de M. Philippe Jan au poste d'Attaché Financier.

La Banque Canadienne Impériale de Commerce annonce l'élection de M. W. Galen Weston au poste d'administrateur.

La Banque Provinciale du Canada annonce les nominations de M. Pierre Comtois au poste de Directeur du Service des Obligations, sous la responsabilité du Vice-Président, Placements, et de M. Bernard Paradis au poste de Directeur des Financements Privés, sous la responsabilité du Vice-Président, Financement d'Entreprises.

La Compagnie Seagram Ltée, annonce l'élection au conseil d'administration de M. Iain M. Tennant, Président de Glenlivet Distillers Ltd., Edinburgh.

M. Stephen Elliott, F.C.A., Directeur Associé chez Arthur Andersen & Co., an-

nonce la nomination de M. W. James McMahon au poste de Directeur Associé à Toronto.

M. Jean-Denis Côté, Président Directeur Général de Les Distilleries Dumont Ltée, a le plaisir d'annoncer la nomination de M. Guy Gadbois au poste de Directeur National de la mise en marché.

La Banque Royale du Canada annonce la nomination de M. W.R. Fithern au poste de Directeur Général Adjoint, Chargé/Visa, au siège de Montréal.

M. J.G. Garrett, Vice-Président et Directeur Général du groupe de grande diffusion IBM Canada Ltée, annonce la nomination de M. F.G. Brown au poste de Vice-Président, division Systèmes généraux.

M. Roger Lavoie, Vice-Président exécutif, Directeur Général et Chef des opérations de la Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal, est heureux d'annoncer la nomination de M. Bert Bednarчук au poste de Directeur régional pour Ottawa-Hull.



SERVICES IMMOBILIERS PROMANAC LTÉE
PROMANAC
PROMANAC REALTY SERVICES LTD.

LUC D. BAUDOUIN, EA, CPM, PRÉSIDENT
GESTION ET ANALYSE IMMOBILIÈRE
Couvrant l'Est du Canada

Membre des associations immobilières
locales, nationales et internationales

1331, ave. Greene, suite 200 (Westmount), Montréal, H3Z 2A5
(514) 933-3646



LA BANQUE DE NOUVELLE-ÉCOSSE

Avec un actif de plus de 27 milliards et une présence dans plus de 45 pays, la BNE est une grande banque internationale à votre service.

À Paris M. M.M.G. Branbenberg
Représentant
a/s Crédit du Nord
1er étage
57, boulevard Haussmann
75008, Paris, France

À Montréal M. André Bisson
Vice-président et directeur
général
715 Square Victoria
Montréal (Québec)
H2Y 2H7

BULLETIN D'ABONNEMENT — SUBSCRIPTION ORDER

Je désire souscrire un abonnement me donnant droit aux 10 numéros annuels de la Revue ACTION CANADA FRANCE.

Please enter my annual subscription for the magazine ACTION CANADA FRANCE, ten issues a year.

Nom / Name _____
Compagnie / Company _____
Adresse / Address _____
Ville / Town _____
Code Postal / Code _____ Pays / Country _____
Téléphone / Phone _____

Ci-joint mon chèque ☐
Payment enclosed

Veuillez me facturer ☐
Please bill me

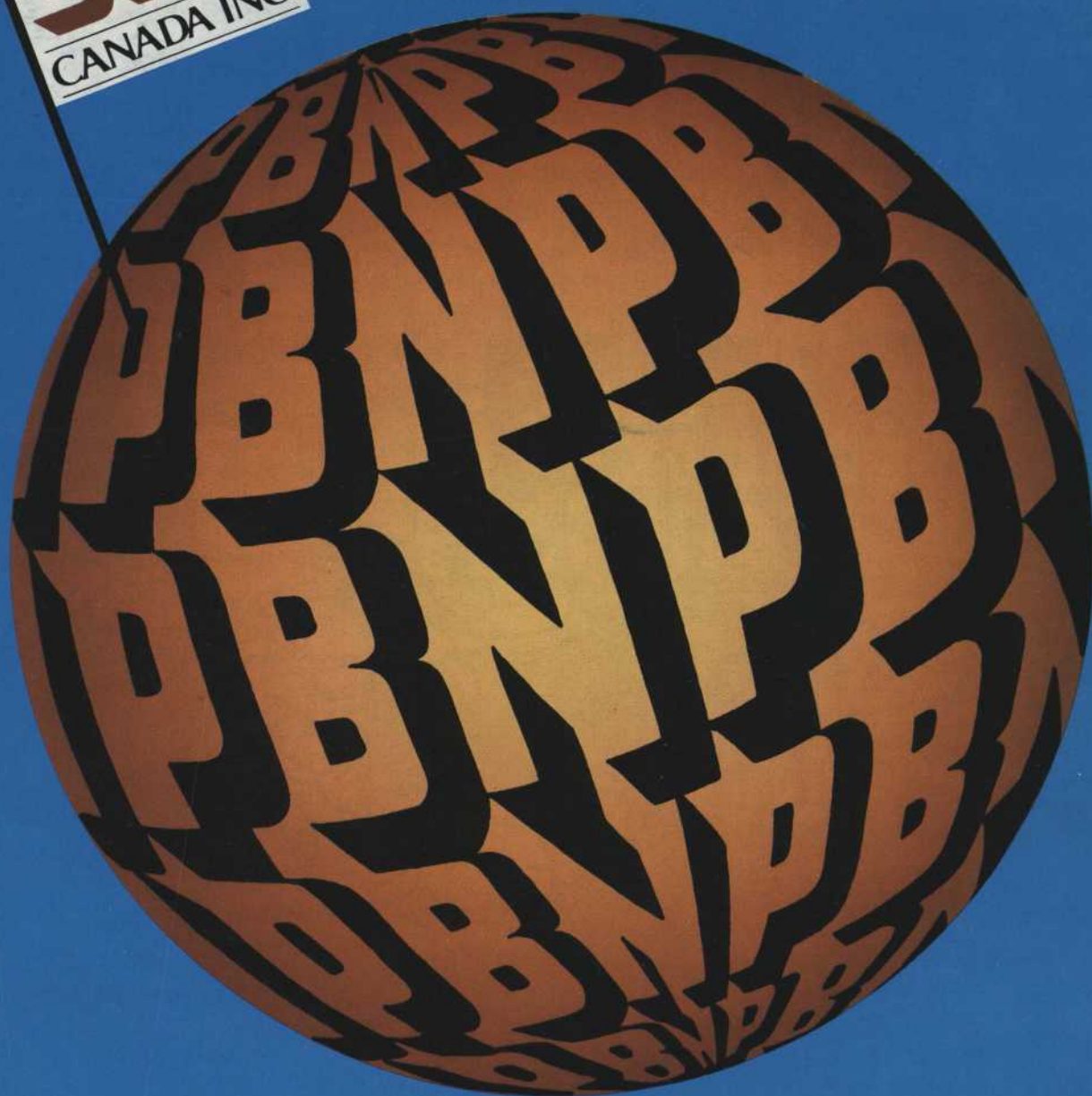
\$ 10 Canada
\$ 12 France et autres Pays/France and other countries



Un symbole d'excellence dans le monde entier!

MICHELIN





BNP Canada

Un réseau à travers le monde.

BNP Canada bénéficie des ressources financières et humaines de tous les spécialistes du groupe de la Banque Nationale de Paris à travers le monde. À ce titre, BNP Canada est un interlocuteur financier des plus efficaces pour les entreprises qui désirent développer leurs opérations locales ou internationales.

BNP CANADA INC.

Montréal: C.P. 248, Tour de la Bourse,
Place Victoria: (514) 866-8712

Québec: 500 est, Grande Allée: (418) 647-3858

Toronto: 145 ouest, rue King: (416) 360-8040

Vancouver: IBM Tower, 701 ouest,
rue Georgia, bureau 1570: (604) 688-2212

Edmonton: 605, Toronto Dominion Tower,
Edmonton Centre: (403) 420-1313